

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 17 MAI 1977
N°451 1,70 F

Commission Paritaire 56 942
**

La Chine en question

Des témoins
répondent

(LIRE EN P. 12)

RENÉGOCIATION DU PROGRAMME COMMUN

GUERRE OUVERTE ENTRE DEUX PROJETS DE CAPITALISME

C'est ce matin que s'ouvre la réunion au sommet, de «renégociation», ou de «mise à jour» du programme commun. Même s'ils se sont fixés un terme pour l'aboutissement de leurs discussions, le mois de juillet, les deux principaux partis de gauche ont décidé l'un comme l'autre à obtenir des avantages décisifs pour leurs projets respectifs. Parce que la semaine écoulée avec la publication des chiffres du programme commun par le PCF, et la prestation affaiblie de Mitterrand face à Barre, a remis à l'ordre du jour la divergence profonde qui sépare les projets du PS et du PC, en même temps qu'elle a révélé les rapports de forces qui s'établissent entre ces deux partis à cette occasion.

*

Deux jours avant le débat Barre-Mitterrand, «L'Humanité» publiait les chiffres du programme commun version PCF. «C'est et ce sera non», répliquait le premier secrétaire du parti socialiste à la télévision. Et Marchais, reprenant la balle au bond, s'exclamait avant-hier à la fête de Paris du PCF : «A quoi servirait-il de changer de majorité, de changer de gouvernement, si demain c'est la même politique d'austérité qui s'applique».

Or, le débat de jeudi dernier a révélé une faiblesse essentielle du parti socialiste. Certes, la Bourse a remonté le lendemain d'un seul coup de plus de trois pour cent. Mais le message de Mitterrand, bien reçu par les boursiers, était que le PS n'a d'autre politique que celle du plan Barre, et qu'il est décidé à s'opposer à celle proposée par le PCF.

C'est dire qu'à l'intérieur de l'union de la gauche, qui capte aujourd'hui en partie la volonté de changement qui anime les masses, le parti socialiste, à cette occasion, n'a pas renforcé, loin s'en faut, sa position par rapport au PCF. A l'intérieur même du PS, qui prépare son congrès, la prestation d'un Mitterrand vieilli et affaibli, est aussi de nature à renforcer l'opposition interne du CERES, qui se définit essentiellement par sa proximité avec le parti de Marchais. La révélation de l'identité entre les politiques de Barre et de la direction socialiste vient placer le PCF dans une situation favorable, qu'il ne manquera pas d'exploiter au cours des semaines à venir. L'intervention de Marchais à la fête de Paris, dimanche est là pour en témoigner.

*

Ce que Marchais va chercher à obtenir, et qui est déjà inscrit dans le «chiffre» du programme commun publié la semaine dernière, c'est un engagement maximum du PS sur des points qui aillent de manière suffisamment nette dans le sens de son projet. Déjà, la question de l'extension des nationalisations, présente officiellement dans la discussion, est à verser au compte de cette tentative. Mais certains débats, qui se poursuivent plus discrètement, n'en sont pas moins importants.

(LIRE LA SUITE DE L'EDITORIAL EN PAGE 2)

PAYS BASQUE

500 000 GRÉVISTES

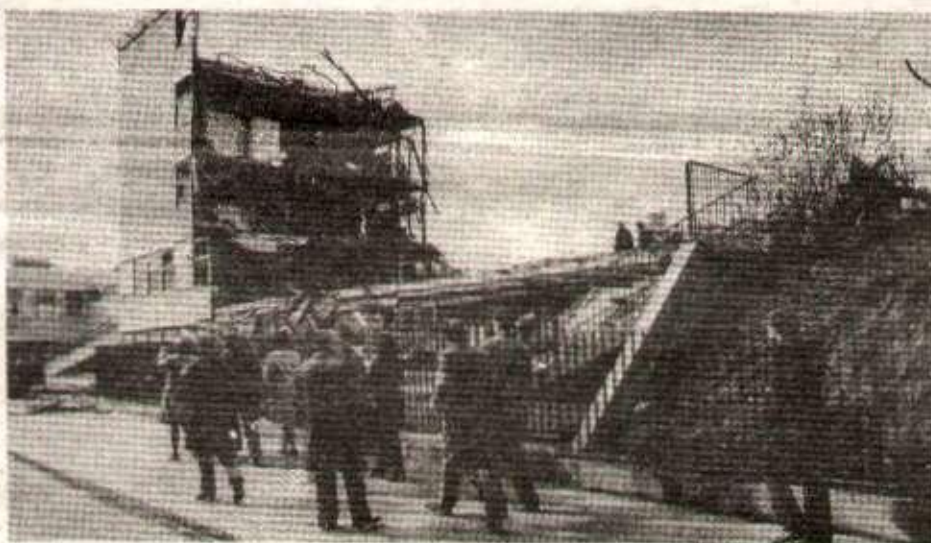
Par téléphone de PAMPELUNE

La grève générale convoquée par les révolutionnaires et les forces patriotiques de l'«organisme populaire basque» a été très massivement suivie hier par plus de 500 000 travailleurs dans les qua-

tre provinces d'Euskadi c'est l'ensemble du peuple qui s'est mobilisé dans les usines, dans la rue pour exiger l'amnistie totale, le départ des forces policières et la légalisation de tous les partis. Cette grande lutte a été une riposte cinglante aux provocations du gouvernement de Suarez, clairement dénoncé aux cris de «Suarez fasciste, gouvernement terroriste!». Mais elle met aussi en cause les partis bourgeois qui se sont abstenus de mobiliser quand ils n'ont pas comme le PCE clairement appelé à déserteur la lutte. Ainsi Camacho, dirigeant révisionniste des commissions ouvrières, interviewé à la télévision expliquait qu'il ne fallait pas se mobiliser mais se préparer aux élections condamnant la violence policière mais surtout celle des «incontrôlés». Aujourd'hui le mouvement continue suivant les décisions élaborées dans les très nombreuses assemblées qui se sont déroulées hier.

(LIRE NOS INFORMATIONS P.6)

C.E.S. PAILLERON



Le 6 juin 1973, le CES Pailleron brûlait en un quart d'heure, faisant 20 morts. Un rapport national, dont le gouvernement voulait empêcher la publication, met en cause l'autorisation ministérielle accordée à la construction de telles écoles ; Peyrefitte n'était-il pas ministre de 1967 à 1968 ?

PEYREFITTE COUPABLE ?

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 7)

Maire-Mitterrand UNE RENCONTRE POUR UN PROGRAMME EN COMMUN ?

(LIRE NOTRE ARTICLE P.6)

SCHLUMPF (MALMERSPACH)

LA COLERE GRANDIT DANS LA VALLÉE

(LIRE EN P. 5)

ISRAËL

Des élections en pleine crise

Jamais des élections ne se sont déroulées en Israël dans de telles disputes au sein des partis sionistes. Les scandales en cascade ont servi à liquider «à l'américaine» certains courants : les sionistes se jettent les uns contre les autres pour savoir quelle est la meilleure manière d'imposer Israël aux pays et aux peuples arabes, dont l'issue pratique sera, dans son fond, ce que les États Unis veulent qu'elle soit.

La crise qui s'est installée dans l'État d'Israël est étroitement liée à la lutte du peuple palestinien. Des régions entières de Palestine occupée sont en action contre l'armée israélienne depuis plus d'un an.

(LIRE NOTRE DOSSIER EN P. 9)

RENÉGOCIATION DU PROGRAMME COMMUN

SUITE DE LA PAGE 1

On sait, par exemple, que le programme commun propose la nationalisation d'un certain nombre de trusts. Or, par le jeu des participations financières, ceux-ci se trouvent contrôlés par une série d'entreprises — on les a chiffrées à mille quatre cents. En nationalisant les trusts, nationaliserait-on les filiales en question ? Déjà, la revue «Faire», éditée par une des tendances qui constituent la majorité du parti socialiste, avait répondu non ; Mitterrand aussi, lors du colloque qui l'avait confronté au patronat au mois d'octobre dernier. A l'inverse, l'économiste du PCF, Herzog, interrogé lors de la fête de Paris, a répondu très précisément oui, en indiquant le détail des mesures envisagées. Beau sujet de dispute, et sur lequel, vraisemblablement, le PCF fera tout ce qu'il pourra pour contraindre le PS à préciser officiellement sa position.

Le «chiffage» publié par «L'Humanité» va également dans le même sens. Il ne s'agit pas tant des «dépendances sociales», que toute économie capitaliste classique a depuis longtemps apprise à absorber par l'inflation. Il s'agit des mesures qui les accompagnent, telles que, par exemple, la remise en route des appareils de production aujourd'hui désuets, au regard de la concurrence internationale sur le marché capitaliste. Elle suppose, et le PCF lui-même ne manque pas de le relever, le renforcement d'une série de mesures protectionnistes, «d'application éventuelle et provisoire de mesures de protection de certaines productions», dit en clair «L'Humanité».

Or, l'économie impérialiste française est fondée, non seulement sur une série d'importations, mais également sur des exportations ; fermer, dans une certaine mesure, comme le propose le PCF, le marché français aux machines-outils ou aux aciers allemands, entraîne nécessairement, par exemple, des mesures de rétorsion. Où seraient alors écoulées les 40 % des automobiles actuellement produites en France, qui sont vendues sur les marchés extérieurs ? A cela, le PCF a une réponse : «Poursuivre la lutte... grâce à une réorientation de notre coopération qu'il faut développer avec tous les pays qui le souhaitent». A ce propos, le PCF cite volontiers un certain nombre de pays du Tiers-Monde ; par exemple, il demande nommément que les importations de pétrole d'Arabie Saoudite soient remplacées par d'autres, en provenance d'Algérie, du Yémen ou de Libye.

Mais la structure du commerce extérieur français, où les pays industrialisés occupent une place décisive, ne rend pas cette première réponse pleinement satisfaisante pour le PCF. En réalité, c'est nécessairement du côté de l'Est qu'il faudrait chercher les nouveaux partenaires économiques indispensables : l'Union Soviétique accepterait certainement dans un premier temps de faire des conditions de prix favorables, pour amorcer une pénétration économique, avec ses conséquences politiques. Herzog, du PCF, ne disait-il pas dimanche à la fête de Paris, après avoir vanté les échanges possibles avec la RDA, que, pour le gaz soviétique, «nous avons des propositions intéressantes» ?

Face à la crise, il existe en effet une voie révolutionnaire ; celle-ci suppose que, prenant pleinement en compte le caractère impérialiste de notre économie, on envisage sérieusement la refonte de l'appareil de production en se fondant sur deux principes : la satisfaction des besoins du peuple et le fait de compter principalement sur ses propres forces. Partir de ces principes suppose nécessairement une double rupture : avec toute forme de pillage du Tiers-Monde, et avec toute espèce de rapport de dépendance, que ce soit à l'égard de l'Ouest ou de l'Est.

Alors, il devient effectivement possible de dégager les immenses forces productives aujourd'hui stérilisées par le parasitisme de notre économie, de reconstruire l'appareil de production en fonction d'objectifs totalement opposés à ceux qui sont en œuvre sous le capitalisme. C'est ce que proposent les communistes révolutionnaires.

A contrario, le PCF, en cherchant à soustraire l'économie française à ses dépendances occidentales, est nécessairement conduit à se tourner vers l'Est. La nouvelle dépendance qui se créerait ainsi à l'égard du capitalisme d'Etat soviétique est la conséquence d'un projet de société de la même nature. En effet, jamais le PCF n'a posé la question des possibilités de suffisance en énergie en comptant sur les ressources nationales. Jamais il n'a posé la question de la reconversion de l'industrie automobile ou de l'industrie aéronautique en fonction des besoins populaires : pas de plus fervent défenseur de Concorde que Marchais. Ne visant pas à autre chose qu'à établir un capitalisme d'Etat, le PCF en vient à se tourner, pour résoudre les problèmes de notre économie capitaliste, vers les autres capitalismes d'Etat existants : c'est échanger une exploitation, une intervention extérieure, une crise, pour l'autre.

En les contraignant à préciser l'un et l'autre leurs projets, à la veille de leur possible arrivée au pouvoir, la bataille qui s'ouvre entre les partis de l'union de la gauche pour la renégociation du programme commun aura le mérite de permettre à un plus grand nombre de travailleurs de se saisir de ces questions décisives, de forger leur décision, de se battre pour une société réellement autre, et qui voit effectivement la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Jean LERMET

COMPERES COLONIALISTES

«Etrangement», constatent les radicaux de gauche, «le chapitre sur les DOM-TOM est inséré dans la partie traitant de la coopération internationale. Il n'y est évidemment pas à sa place». Effectivement, puisque le programme

commun se refusait à envisager l'indépendance de ces pays. Sur ce point, les trois compères, ont déjà annoncé leur accord : il sera reporté dans la partie «française» du programme !

GUERRE OUVERTE ENTRE DEUX PROJETS DE CAPITALISME

CALENDRIER : JUSQU'A QUEL POINT PRÉCISER ?

POUR LE PS :

«Sur le plan de l'économie (...) les nationalisations, notamment, devront être soumises au vote du Parlement dès la première session de la prochaine législature».

POUR LE PCF :

«Il est essentiel de mettre au point un calendrier suffisamment précis d'application du programme commun».

«Entreprendre — en précisant l'ensemble substantiel des mesures immédiates — une politique répondant hardiment aux besoins des Français sur le plan social (...)».

«Réaliser dès la première session de la législature, les nationalisations prévues dans le seuil minimum, et dans les six premiers mois les principales autres réformes démocratiques de structure (...)».

«Elaborer avant la fin de la première année le plan démocratique incluant le calendrier des objectifs et des réformes des années suivantes».

► «MESURES SOCIALES»

«MESURES SOCIALES»

PS : Adapter aux réalités nouvelles, tout en évitant de déclencher des déséquilibres incontrôlables, un certain nombre de mesures économiques et sociales : ainsi conviendrait-il de revaloriser en priorité, par rapport à nos propositions initiales, le SMIC, le minimum vieillesse et les prestations familiales.

PCF :

— SMIC à 2 200 F par mois pour quarante heures hebdomadaires.

— Amélioration sensible du pouvoir d'achat de la masse des salariés par une augmentation appliquée — à partir du SMIC — sur la base de taux décroissant jusqu'au taux zéro au niveau de quatre fois le SMIC. Au-delà, maintien du pouvoir d'achat pour les salariés entrant dans les conventions collectives et statuts

grâce à l'échelle mobile prévue dans le programme commun.

— Effort en vue d'une remise en ordre de la hiérarchie, notamment par un resserrement du bas vers le haut de l'éventail des salaires. Négociations de grilles hiérarchiques uniques par branches. Au terme du processus, cette réforme engage, l'objectif recommandé par le gouvernement serait que l'écart maximum des salaires — variable selon les branches — puisse évoluer autour d'un rapport réel d'environ 1 à 5. Cet effort accompagne une action suivie pour réduire les inégalités excessives de revenus et de fortune des salariés et de non-salariés.

Dans l'immédiat, revalorisation de 50 % des allocations familiales, avec versement dès le premier enfant.

— Droit immédiat à la retraite avec pension complète à

soixante ans (cinquante-cinq ans pour les femmes et travaux pénibles).

— Minimum vieillesse porté dans un premier temps à 1 200 F par mois.

— Réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail, sans diminution de salaire, pour atteindre l'objectif de trente-cinq heures, avec priorité aux travaux pénibles. Dans l'immédiat, généralisation des quarantes heures en cinq jours.

— Durée minimale des congés annuels portée à cinq semaines.

— Amélioration des conditions de travail, notamment des O.S. — 5^e équipe dans les branches travaillant avec quatre équipes en service continu.

L'EMPLOI

PS :

— La création de 150 000 emplois publics dans les

secteurs sociaux, culturels et éducatifs) et de 60 000 emplois pour les collectivités locales.

— La réduction progressive à trente-six heures de la durée hebdomadaire du travail.

— La modification de l'assiette des cotisations sociales pour favoriser les créations d'emplois.

PCF :

— Marquer l'importance prioritaire de ce problème par un chapitre spécial fixant au gouvernement l'objectif de création de 500 000 emplois salariés nouveaux par an, en priorité dans la production.

— Dans l'immédiat, l'indemnité minimale de chômage sera revalorisée et son attribution élargie, notamment aux jeunes et à la recherche d'un premier emploi permanent. Les chômeurs dont le salaire était le seul de la famille devraient percevoir au moins une indemnité fixée aux deux tiers du SMIC.

► LES RELATIONS AVEC L'EST

PS :

Le renforcement de la coopération internationale par des mesures propres à garantir la détente et à donner sa pleine signification au traité d'amitié avec l'URSS.

La stricte application et donc le nécessaire contrôle des accords d'Helsinki quant à la libre circulation des hommes et des idées.

PCF :

La contribution de la France

à l'application résolue dans toutes ses dispositions de l'acte final de la conférence d'Helsinki.

La participation de la France à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

La conclusion immédiate d'un traité de non-recours à la force avec l'Union soviétique et d'autres pays qui le souhaiteraient.

LE PS : PRÉPARER L'AUSTÉRITÉ

«Depuis 1972, date de la signature du programme commun, l'économie française s'est globalement affaiblie. Nos réserves en devises ont baissé de moitié, le chômage, l'inflation et l'endettement de l'Etat ont plus que doublé. L'aggravation de la crise du capitalisme, l'emprise croissante des firmes multi-nationales,

les conséquences néfastes des politiques conservatrices menées en France, le simple écoulement du temps, rendent évidente l'opportunité d'une mise à jour de ce programme».

La situation est mauvaise, et l'on ne pourra pas tout faire d'un coup ; c'est en substance ce que veut dire le PS.

► ECONOMIE

LES NATIONALISATIONS

PS :

Les nationalisations devront être soumises au vote du Parlement dès la première session de la prochaine législature.

S'agissant du secteur public et de son extension, trois données nouvelles sont apparues depuis cinq ans.

D'une part, le gouvernement a entrepris la dénationalisation ou le démantèlement de certaines entreprises publiques. C'est le cas d'Elf-Erap et du C.E.A. Ces instruments essentiels du développement économique et social seront rendus à la nation.

D'autre part, certaines entreprises figurant sur la liste des nationalisations à réaliser ont été cédées partiellement, ou en totalité, à des intérêts étrangers ; l'urgence de leur intégration dans le patrimoine national sera réaffirmée.

Enfin, l'Etat a consenti des prêts considérables à des entreprises privées telles que Peugeot-Citroën, Saurat ou Usinor, sans entraîner, comme on le constate dans le Nord et en Lorraine — la réaction de la population de Thionville est exemplaire à cet égard — ni création d'emplois, ni contrôle accru, ni réorganisation de la production dans un sens plus conforme aux besoins du pays. Des prises de participations publiques pouvant être

majoritaires, réunies dans le cadre de la Banque Nationale d'Investissement, seront réalisées immédiatement dans ces entreprises.

PCF :

— En liaison étroite avec le contenu démocratique hardi des nationalisations, inclure dans le seuil la nationalisation de Denain-Nord-Est-Longwy ; Marine-Wendel ; Empain-Schneider ; Chiens-Châtillon ; C.F.P. Total ; Peugeot-Citroën. — S'en tenir au contenu des nationalisations et aux principes d'indemnisation définis par le programme commun.

LES IMPÔTS

PCF :

— Création d'un impôt moderne sur le capital des sociétés et d'un impôt sur les grosses fortunes.

— Prélèvement exceptionnel sur les profits dus à l'inflation.

— Dans les premiers mois, blocage des prix industriels et des produits de consommation de masse. Il lui sera progressivement substitué un contrôle démocratique de la formation des prix dans les grandes sociétés.

PS :

La création d'un impôt sur les fortunes supérieures à 2 millions de francs (200 millions d'anciens francs) à un taux de 0,5 % à 2 %.

LA PLANIFICATION

PCF :

— Préciser les formes et les moyens d'une planification décentralisée et contractuelle. Dans ce but, l'actuel ministère de l'économie et des finances — véritable Etat dans l'Etat — pourrait être scindé de façon à créer un ministère de l'économie et du plan disposant de moyens financiers.

— Démocratiser et accroître les moyens du Conseil économique et social.

RELATIONS INTERNATIONALES

PCF :

— Réduire notre dépendance à l'égard des Etats-Unis et de la RFA dans le domaine des équipements, à l'égard de l'Arabie Saoudite pour le pétrole.

— Maîtrise des mouvements extérieurs des capitaux.

— Appliquer dans l'immédiat des mesures énergiques de sauvegarde et de contrôle.

— Réaliser d'importantes économies par le développement des activités nationales.

— Élargir les échanges et la coopération avec l'objectif de se soustraire progressivement au pillage des sociétés multi-nationales, notamment par des accords d'Etat à Etat.

Radicaux, centristes et R.I.

VOULANT S'UNIR, LA DROITE SE DIVISE UN PEU PLUS

On se remue beaucoup dans les partis de droite ces temps-ci, et ce regain d'activité est bien sûr lié à l'échéance des législatives. Au départ de tout ce remue-ménage, une constatation, c'est que la majorité considère qu'elle n'a pas forcément perdu par avance les élections. Le tout est de savoir comment reprendre les quelques centaines de milliers de voix qui ont glissé à gauche lors des municipales, et qui décideront du résultat en 78. Au-delà des paroles triomphalistes de Giscard, dans son interview à «L'Express» par exemple, cette

nouvelle mobilisation de la droite s'accompagne d'une redistribution des cartes et d'une tentative de changement radical de la tactique suivie jusqu'ici. La grande trouvaille du président de la République, c'était la constitution d'une nouvelle majorité, diminuant le rôle de l'UDR et faisant appel aux nébuleuses centristes ou réformatrices (JJSS et le parti radical, Lecanuet et son Centre des Démocrates Sociaux), le tout fortement soudé aux Républicains Indépendants de Poniatowski.

A l'évidence, cette stratégie là a échoué, parallèlement à l'échec de la politique de «réformes» de Giscard. Jalonné de débats parlementaires plus que difficiles, de tentatives de regroupements du centre avortés, et de savants dosages gouvernementaux inopérants, le chemin de croix de la tactique giscardienne s'est terminé aux municipales avec le succès de la gauche, et surtout l'échec retentissant des partis de droite, RPR inclus.

Constater un échec est une chose, en tirer le bilan et définir une autre tactique en est une autre. La multiplication des réunions, congrès et autres conseils politiques des partis centristes ce week-end, montre à l'évidence que ça patine pas mal de ce côté-là.

En fait, seul le RPR dispose, à défaut d'un projet politique cohérent, d'un minimum de tactique : d'abord il faut tout faire pour avoir des chances en 78, et ensuite, il faut se préparer à un éventuel recours en cas de défaite de la droite. Les thèmes fascisants de Chirac y préparent : après son discours de Sochaux, destiné entre autres à faire preuve de démagogie vis-à-vis des chômeurs pour pouvoir éventuellement profiter de leur détresse à des fins politiques, Chirac s'est adressé dimanche aux anciens combattants réunis à Nice. Il leur a dit en substance que les anciens combattants aujourd'hui ne devaient pas seulement rappeler le souvenir des guerres passées, mais que, dans cette période «où la nation était en péril», ils avaient un «rôle propre, un rôle d'impulsion», et que «leur combat d'hier, ils devaient le continuer aujourd'hui». Un langage qui rappelle à bien des égards celui des Croix de Feu et autres fascistes d'avant-guerre.



J.J. S.S., Lecanuet, Soisson : s'éloigner discrètement, mais fermement de Giscard.

Hormis cette position du RPR, la question qui se pose aux partis centristes est bien de savoir s'ils doivent rester attachés au char giscardien, ou s'ils doivent eux aussi faire preuve d'indépendance. La réponse donnée à cette fin de semaine par le congrès du parti radical et le conseil politique du CDS est nette : entre le RPR et Giscard, il y a une autre voie possible. Dès son élection, Servan-Schreiber annonçait la couleur : «Vingt ans cela suffit, tel sera désormais le thème de notre combat. Ma volonté est d'aller plus vite et plus loin dans la voie de la réforme». Même son de cloche chez Lecanuet, quelque peu contesté au sein de son parti : «Ce qui est clair, c'est que la majorité doit être unie. C'est pour faciliter cette union que nous avons écarté toute alliance privilégiée avec un partenaire plutôt qu'un autre». Rappe-

lons qu'au moment de la création du CDS, il y a un an, Lecanuet s'était prononcé pour une alliance privilégiée avec les R.I.

Singulière mobilisation de la droite ! Si un regain d'espoir se manifeste aujourd'hui, c'est justement en prenant ses distances d'avec la politique giscardienne. Du moins, dira-t-on, il reste les Républicains Indépendants. Même pas. Une semaine avant le congrès extraordinaire de Fréjus, Soisson précise bien que les R.I. entendent être «une force de progrès, indépendante du gouvernement», «soutenant l'action du président sans pour cela être à sa remorque». Il serait certes aventureux de prédire à coup sûr la victoire de la

gauche aux législatives, ne serait-ce qu'avec la révélation de plus en plus nette du fossé qui sépare le PS du PCF. Mais les tentatives de survie au pouvoir de la droite s'accompagnent d'une remise en cause de la politique suivie jusqu'ici et d'un «dédouanement» des positions giscardiennes. Outre le fait que cela promet des débats parlementaires épiques, chacun voulant prouver son identité, il reste qu'en cherchant à gagner les élections, la droite ne fait que se diviser et s'atomiser un peu plus. Tout cela au nom de l'unité et du «pluralisme organisé». Comme s'il fallait reculer très loin pour sauter très bas.

N. DUVALLOIS

Après le débat Mitterrand-Barre

CHIRAC NE CHANGE PAS SON CAP

Dans une conférence de presse, donnée samedi, Chirac déclarait : «... L'organisation de la majorité s'inscrivait toujours dans le cadre défini par le président de la République d'abord le 17 janvier, lorsqu'il a dit que la majorité devait être pluraliste et que cela impliquait une pluralité de candidatures, et d'autre part, le 29 avril quand il a indiqué que le président donnait les grandes options et que les partis devaient s'entendre

pour conduire la bataille électorale».

Chirac veut ignorer les dernières déclarations, contradictoires, de Giscard.

Dimanche, le président du RPR est revenu sur ce débat : «Un pacte majoritaire doit être mis au point dans des conditions qui fassent de la majorité non pas une troupe, mais un ensemble organisé et cohérent face à l'opposition...»

Et lui à la tête de ce pacte !

Un nouveau groupuscule gaulliste : l'Union des Gaullistes de Progrès

A l'appel du général Binoche «à tous les gaullistes de conviction pour qu'ils nous rejoignent», s'est tenu ce week-end un congrès des groupuscules gaullistes. Des membres du «Front progressiste», des «gaullistes de progrès», de l'«UJP», du «Mouvement des démocrates» participaient à ces assises ; ils se sont mis d'accord pour former un nouveau mouvement : l'«Union des Gaullistes de Progrès». L'objectif de ce mouvement est d'entrer dans l'union de la gauche, et, à ce titre, de participer à la renégociation du programme commun. Son cheval de bataille sera la défense de l'indépendance nationale : «Le pays doit être maître de son destin, sortir des orbites européennes et atlantiques».

Augmentation des faillites en avril

L'INSEE annonce que le nombre des jugements «toutes activités», c'est-à-dire liquidations de bien, faillites d'entreprises... s'élève en avril, après correction saisonnière, à 1 208 contre 1 136 en mars. D'autre part, le nombre des dépôts de bilan enregistré au tribunal de commerce de Paris connaît un net accroissement depuis deux mois ; la restructuration capitaliste, elle, se porte pas trop mal !

Séguy et les patrons : une duperie que Mitterrand n'a pas dénoncée

Suite à la conférence de presse de Ceyrac, durant laquelle celui-ci annonça la décision du CNPF de créer 300 000 emplois d'ici la fin de l'année, Séguy a déclaré : «C'est une des plus grossières duperies jamais imaginées par le patronat». Il regretta, à ce propos, que Barre, lors de son débat avec Mitterrand, n'ait pas été «mis dans l'obligation de s'expliquer sur ce point essentiellement capital». Car il faut «ramener les choses à leurs justes proportions : la France compte 1 465 166 sans emploi. M. Raymond Barre est donc plus que millionnaire. En septembre, 650 000 jeunes gens et jeunes filles se présenteront sur le marché du travail. Le secteur privé en embauchera 300 000, le secteur 500 000. 300 000 resteront donc sur le carreau...» Mais que prévoit de faire M. Séguy contre cet état de fait !

Sondage du «Matin de Paris» sur le débat Mitterrand-Barre : «Barre plus convaincant, mais ni l'un ni l'autre ne permettront de sortir de la crise !»

Claude Estier, secrétaire national du PS, a réagi contre les sondages sur la rencontre Barre-Mitterrand : «... M. Barre aurait été plus convaincant que François Mitterrand. Il faut penser alors que le silence est d'or puisque le premier ministre s'est contenté de poser des questions sans jamais s'expliquer sur sa propre politique». Que pense M. Estier du sondage publié dans le «Matin de Paris», journal qui ne cache pas ses attaches au PS ? Car dans ce sondage, les choses sont claires :

— qui a été le plus convaincant ?	Barre = 48%
	Mitterrand = 32%
— qui a gagné ?	Barre = 45%
	Mitterrand = 27%
— la politique de Mitterrand permettrait-elle de sortir de la crise ?	OUI = 36%
	NON = 45%
— même question pour Barre :	OUI = 34%
	NON = 40%

M. Estier pense-t-il toujours que Mitterrand est sorti grand vainqueur de ce débat, alors que le journal de son parti est obligé de reconnaître le contraire. Mais ce que ne dit pas Estier, c'est que des travailleurs ou des patrons, Mitterrand voulait-il convaincre dans ce débat ?

Le MRG à cœur ouvert

Le «Matin de Paris» donne également la parole à François Loncle, négociateur du programme commun pour le MRG. Il y affirme notamment : «La gauche doit cesser de succomber à l'économisme. Les radicaux de gauche refusent de réduire le débat à ce niveau. C'est pourquoi, ils entendent privilégier les problèmes de liberté et du cadre de vie, (...)

Si nous n'obtenons pas certaines satisfactions au cours de l'actualisation du programme commun, il me paraît évident que nous refuserons d'en signer la nouvelle version».

A tous points de vue pour les artisans du programme commun, les renégociations débutent mal.

LUTTES OUVRIÈRES

Snecma-Villaroche :

**A la réunion du CCE
du 13 mai 1977 :
Des «dégraissages»
massifs d'effectifs
sont prévus**

Le PDG a brossé un tableau de la situation générale en précisant qu'il y avait toujours des incertitudes de charges et que les commandes avaient baissé au cours de ce trimestre. Pour ces raisons, et étant donné que cette situation risque de durer, il envisage une diminution des effectifs. Ceux-ci passeraient de 13 616 actuellement à 12 933 en fin 1977. Il y aurait donc 683 personnes en trop dont 165 à Villaroche. La direction générale envisage



A la manifestation à Paris, devant le siège de la SNECMA, les revendications qui ressortent sont : Unité d'action pour l'emploi ! Non à la filiale ! Garantie des statuts !

des départs en pré-retraite à 58 ans, qui concerne pour tous les centres, 521 personnes dont 143 à Villaroche. Le processus devrait commencer début août. Il concerne les personnes nées dans les années 1913 à 1919. Les mesures prises par la Direction Générale en 1977, ne solutionne pas les problèmes pour les années à venir, et rien ne permet d'assurer qu'elles seront les seules appliquées. Il y a donc urgence pour les travailleurs à se mobiliser contre ce plan de chômage et de misère.

Correspondant

Colly (Villeurbanne) : 2^e mois de débrayages pour les salaires

A l'initiative de la section CFDT, depuis plus d'un mois, les travailleurs de Colly (machines-outils) font une heure de grève par jour, répartie en quatre quarts d'heures pour toute l'usine. Puis, récemment, les ouvriers ont constaté que la direction a tenu compte de cette réduction effective du temps de travail pour son plan de travail. Les travailleurs ont donc modifié eux aussi leur plan d'action, de manière à ce que la production soit complètement désorganisée : un atelier, le service montage, s'est mis en grève totale, alors que les autres ouvriers ont repris le travail. Ainsi, les pièces sont produites mais le montage ne se fait pas, si bien que rien ne sort de l'usine. Et chaque ouvrier qui travaille verse une heure trente de son salaire aux grévistes, par jour. C'est un bel exemple de solidarité des travailleurs et d'efficacité dans l'action. Les revendications sont 0,80 F d'augmentation par heure, la régularisation de la prime mensuelle, le 13^e mois et le paiement des heures de grève à 50%.

Lyon : garages Kenning's en grève

Les travailleurs des garages Kenning's à Lyon sont en grève depuis mercredi après-midi. Leurs principales revendications sont :

- 150 F d'augmentation
- transformation de la prime d'assiduité en 13^e mois
- 5^e semaine de congés payés
- amélioration des conditions de travail

L'agence de Nice est en grève depuis 40 jours.

Correspondant Lyon

Fonderie Messier : 6^e semaine de grève

RELANCER L'ACTION ET ELARGIR LE SOUTIEN

Alors que les «Messier» entament leur 6^e semaine de grève, il devient plus que nécessaire d'être à l'initiative. La tactique employée par la direction est de s'obstiner à refuser de négocier la reprise du travail à 35 heures avec indemnisation du chômage partiel sans un seul licenciement (proposition CGT à la commission de conciliation). En misant sur le pourrissement de la grève, Gaudart, s'appuie sur certaines réalités, qui pèsent actuellement sur la grève.

Depuis 5 semaines, les grévistes se relayent en 7 équipes devant l'usine, ne se rencontrent qu'une fois

par semaine pour revoter la grève à bulletin secret. Si cette pratique pouvait se discuter au début du mouvement, elle constitue maintenant un obstacle sérieux pour faire avancer les idées et développer l'initiative.

Ainsi, la question de l'occupation de l'usine, plusieurs fois mise en avant, comme le «prochain stade de l'action», ne peut être dans ces conditions, réellement discutée.

Il est sûr que dans ce cadre-là, la démocratie ouvrière la plus large a du mal à s'imposer et à étendre son contrôle.

D'autre part, les initiatives positives restent des exemples isolés. C'est dans cette situation, pour reprendre l'initiative, que vendredi dernier, des délégations de Messier, de la CTB (Chaudronnerie-Tuyauterie Béarnaise) occupée depuis une semaine par les ouvriers, de la société Pyrénéenne de Chaussure du groupe André (184 licenciements) venaient à Pau interpellé Beullac, ce jour-là en visite. La ville était quadrillée de CRS et de gardes mobiles, montrant bien à la fois la peur de la bourgeoisie devant la colère populaire et la manière dont elle entend réprimer les manifestations ouvrières.

Jusqu'à présent, des contacts, entre différentes boîtes étaient pris individuellement en dehors des instances syndicales. Cette action des travailleurs en lutte, est une base pour que se développe une coordination plus large des luttes sur la région. C'est seulement ainsi que la solidarité pourra devenir active et que pourra se constituer un mouvement d'ensemble contre la crise, que la bourgeoisie veut nous faire payer. A l'heure de la crise, unissons-nous, c'est tout ensemble qu'il faut lutter.

Correspondant Pau

ARCT (Roanne)

«ON NE SERA PAS LICENCIÉS !»

Aux ARCT (Ateliers Roanais de Construction textile), la direction, forte de l'appui du ministre du travail (le recours hiérarchique a été accepté), a affiché les noms des 130 licenciés.

Les travailleurs ne se laissent pas faire : ils ressoudent leurs rangs, avec pour mots d'ordre : «pas un seul licenciement», «unité des travailleurs».

Une manifestation très combative, avec la quasi totalité des travailleurs des usines et des bureaux, est venue mardi dernier à la bourse du travail, où se déroulait une réunion syndicale des cadres. Même si l'unité n'est pas totale sur l'importance des cadres (P. Souchon, secrétaire du CE CGT : «Sans les cadres, on ne peut rien faire». Petit, secrétaire des métaux CGT : «Il faut que les cadres choisissent, mais il faut aussi qu'ils nous donnent des preuves»). Les travailleurs comprennent tous l'importance d'élargir le front de lutte contre le trust ASA.

Le ministre du commerce extérieur devait venir le 17 à Roanne, pour l'exposition «Roanne dans le monde». Craignant d'avoir à affronter les travailleurs des ARCT (usine qui exportait 90 % de sa production) il s'est décommandé.

Les travailleurs ont confiance dans l'avenir de leur lutte : «On ne sera pas licenciés», c'est leur slogan. Ils sont décidés à une action «tous azimuts» comme la définissait un délégué CFDT, ils sont unis, ils peuvent gagner.

Correspondant



Après un mois de lutte VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DE BERTEL

Sotteville les Rouen :

Lundi 16 mai, à 5 heures du matin, le personnel de la filature Bertel a repris le travail. Les ouvrières ont accepté en AG les résultats des négociations, engagées avec la direction. La reprise des discussions s'est faite après le retrait des forces de police de l'usine et l'annulation des mesures de mise à pied. Ce conflit d'un mois a donc débouché sur le protocole d'accord suivant :

- augmentation de 11 % des bas salaires,
- augmentation de 2,2 % pour les salaires égaux ou supérieurs à 10,45 F de l'heure.

- doublement de la prime de vacances à l'échéance de juin soit une augmentation de 360 F.

- obtention d'une prime de transport de 23 F

- obtention d'un contrat-immigrés spécial longue durée pour les salariés d'Afrique Noire, de 3 mois sans solde tous les 2 ans avec garantie de réembauche au retour.

Cette lutte de 4 semaines qui a réussi à faire plier la direction réactionnaire malgré toutes les formes répressives utilisées par le patronat du textile pour briser la grève, donne un ton nouveau aux luttes dans la

région rouennaise. Elle fait sauter en éclat l'attentisme que l'UL CGT de Rouen, entretient dans divers secteurs industriels. Par le refus de négocier sur des propositions de la direction et en imposant leur cahier revendicatif, les travailleurs de l'usine textile Bertel, ont démontré le refus de l'austérité, le refus du chômage, et aussi d'une certaine manière le refus de toutes les belles promesses des gens de l'union de la gauche dans l'attente de 1978.

Bureau de Presse de Rouen

LUTTES OUVRIÈRES

Usinor Thionville

Nouvelle journée d'action aujourd'hui

OCCUPER L'USINE ?
OUI C'EST LE MOMENT !

Aujourd'hui à nouveau, les regards de la population thionvilloise et des sidérurgistes lorrains convergeront vers leurs camarades d'Usinor. Dans le cadre de la journée d'action dans les entreprises de la métallurgie, les sidérurgistes manifesteront à nouveau leur colère contre le plan de fermeture quasi-totale de l'usine de Thionville. Pour cette journée, la CFDT appelle à une grève générale sur l'ensemble du groupe Usinor ; la CGT s'est ralliée à cette initiative. Mais cette journée, plus encore qu'une nouvelle expression de colère contre les plans patronaux, devra apporter une réponse concrète à la question posée au cours des multiples initiatives et manifestations entreprises par les travailleurs d'Usinor : « Il faut passer à l'offensive », entreprendre l'occupation de l'usine. Jusqu'à ce jour,

cette large frange des travailleurs d'Usinor décidés à lancer l'offensive s'est heurtée aux refus répétés du PCF et de la direction de la CGT de l'usine qui se montrent plus préoccupés de veiller à ce qu'aucune pièce de l'usine ne soit démontée que du sort et de l'avenir des ouvriers qui y travaillent. Cette question de l'occupation de l'usine de Thionville est d'autant plus de nature à gêner les patrons d'Usinor aujourd'hui que le haut-fourneau n° 4 de Dunkerque est arrêté à cause d'une panne et qu'il a peu de chance d'être remis en service avant un mois. C'est là, aux yeux des travailleurs fermement partisans de l'occupation immédiate de l'usine, une raison supplémentaire pour que l'action décisive s'engage à la faveur de la journée d'aujourd'hui.

Julien LEBLOND



Usinor-Thionville : sortie de l'usine après 10 h

Schlumpf (Malmerspach)

LA COLERE GRANDIT
DANS LA VALLÉE

Pour l'emploi des travailleurs

L'action de jeudi dernier s'est décidée au cours d'une assemblée générale qui s'est tenue à Malmerspach et à l'occasion de laquelle Jean

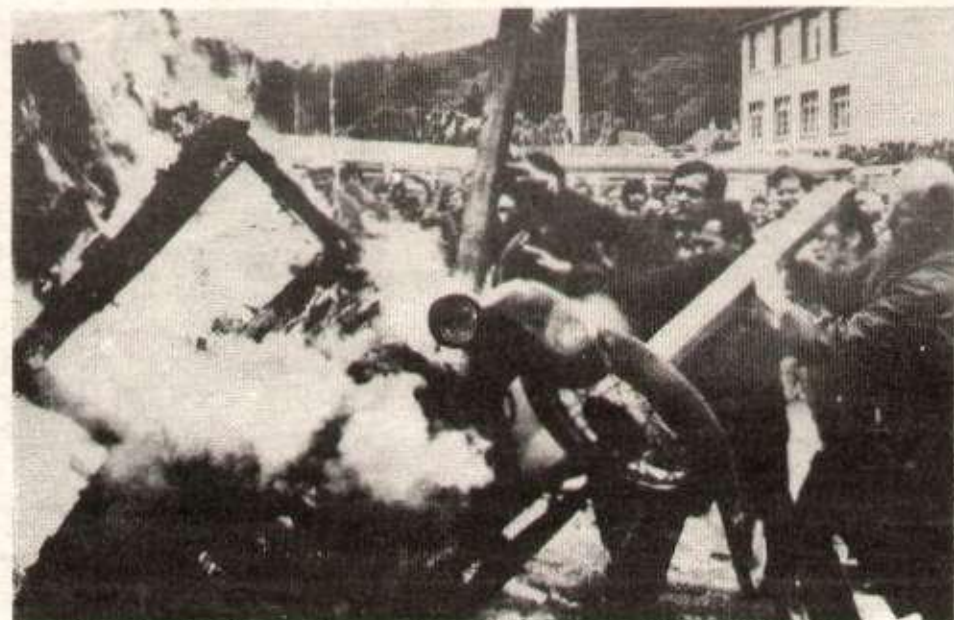
Kaspar avait déclaré : « Pour Malmerspach, c'est le néant le plus total. Le temps de la patience est terminé ! Depuis un mois, aucun res-

ponsable politique de cette région ne nous a demandé de discuter ou nous a informé de ce qui se traitait. C'est pourquoi, nous

disons que nous en avons « ras l'bol » et tous les Alsaciens avec nous. La violence n'est pas de notre côté ! » On retrouve le même ton dans les déclarations des délégués de Malmerspach, Schoepfer, Klingelschmitt, et Kubler qui ont déclaré au cours de l'action de jeudi dernier : « Le 13 avril, à la table ronde de Colmar, des promesses nous ont été faites quant à la reconversion de Malmerspach et la création de 45 emplois. Où sont les résultats ? Où sont les garanties ? Alors, aujourd'hui, nous sommes venus à Thann pour dire que l'on entendra parler de nous à l'avenir ! Fermer Malmerspach, nous le répétons, est un crime et nous lutterons tant qu'il y aura un chômeur ».

Aujourd'hui, la situation est la suivante : une reprise partielle est prévue à Gluck-Mulhouse avec 250 personnes, les 200 autres devant être embauchées théoriquement dans un délai de 24 mois. Quant à Malmerspach, aucune solution n'est en vue à ce jour. Le problème qui se pose, c'est celui de l'élargissement de l'action. Le soutien des travailleurs alsaciens est très largement acquis aux travailleurs de Schlumpf, travailleurs à la pointe du combat en Alsace et qui ont entre leurs mains les possibilités pour appeler tous leurs camarades d'Alsace à un combat beaucoup plus vaste contre le plan Barre et contre la crise.

Correspondant Strasbourg



La vieille voiture brûlée par les travailleurs de Schlumpf qui entendaient ainsi rappeler qu'ils continuent la lutte

Exaspérés par l'attitude des autorités, lassés par les promesses non tenues, écœurés d'être considérés comme des « moins que rien », les travailleurs de Schlumpf, en particulier ceux de Malmerspach se sont manifestés de manière particulièrement spectaculaire jeudi dernier : en plein centre de Thann, face au commissariat de police et après avoir bloqué un convoi militaire, ils ont brûlé une voiture du musée qui

était en cours de restauration. La colère et la détermination se lisaient sur le visage de ces travailleurs, qui pendant le feu d'artifice criaient à pleins poumons « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ». Aux pompiers qui voulaient éteindre l'incendie, ils ont dit de ne pas s'en mêler et qu'aujourd'hui, ce sont les travailleurs qui sont responsables de ce qui se passe. Un gradé de gendarmerie a été rabroué de la

même manière par Jean Kaspar qui lui dit que « la légalité, c'est d'abord le droit au travail ». C'est en vain que le flic essaya de discuter car aussitôt les travailleurs présents se mirent à scander : « Allez chercher les Schlumpf ! », lui rappelant par là que la police française ferait beaucoup mieux d'essayer d'arrêter ces deux escrocs qui sont réfugiés dans un hôtel en Suisse aujourd'hui.

General Motors (Strasbourg)

Gagner la majorité
à la lutte

Depuis près d'un mois maintenant, des luttes sporadiques se développent à General Motors Strasbourg : deux heures de débrayages contre les nouveaux horaires où la direction a reculé, des débrayages d'une heure pour 300 F pour tous et la demi-heure de repas payée et enfin, dernièrement, une grève de 24 heures pour les mêmes revendications. Toutes ces grèves, suivies par environ 150 à 200 travailleurs ont permis un large débat dans l'usine. Elles ont aussi mis en évidence les hésitations d'une grande partie des travailleurs qui ne suivent pas pour le moment le mouvement. Le manque de confiance dans les syndicats CGT et CFDT ainsi que l'absence de perspectives claires n'ont pas permis que de nombreux non-grévistes se joignent au mouvement. La situation évolue pourtant rapidement,

puisque jeudi, pendant trois quarts d'heure et vendredi pendant plus de deux heures, l'atelier essentiel (celui du montage) était en grève à près de 100%. La raison en était que la direction voulait licencier un nouvel embauché encore à l'essai. La direction qui, dans un premier temps, avait reculé revint sur sa décision en prétextant que l'ouvrier avait menacé le contremaître et que, de toute façon, il ne travaillait pas assez. Cela fit déborder le vase et c'est plus de 150 ouvriers qui sont allés occuper tout le deuxième étage dans lequel se trouvent les bureaux de la direction. Hier, une assemblée générale avait lieu pour décider de la poursuite de la lutte en essayant de mettre dans le coup les autres ateliers qui pour l'instant n'ont pas participé encore à la lutte.

Corr. G.M. Strasbourg

Câbleries de la Seine
(Crosne) :
les grévistes expulsés !

A la fin de la semaine, alors qu'ils étaient en grève depuis le 28 avril, les travailleurs des Câbleries de la Seine, à Crosne (Val-de-Marne) ont été expulsés de leurs locaux par une soixantaine de CRS. Les travailleurs réclament un salaire minimum de 2 000 F, un 13^e mois, l'amélioration de leurs conditions de travail et en premier lieu la baisse des cadences particulièrement dures, cadences qui ont entraîné depuis le 1^{er} janvier de cette année, pas moins de onze accidents du travail plus ou moins graves, et un mort en 1975 !

La date choisie par la bourgeoisie pour évacuer les grévistes ne doit rien au hasard : le lendemain, c'est-à-dire samedi devait avoir lieu une journée « portes ouvertes », initiative destinée à faire connaître plus largement la grève et qui devait permettre le démarrage d'un soutien des autres travailleurs de la ville. Toutes choses que l'expulsion n'empêchera en fin de compte pas. Un meeting de solidarité a eu lieu auquel ont participé de nombreux travailleurs. La lutte continue !

Dole (Jura) :
39 paysans au tribunal
hier, accusés de « vol,
recel et dévastation
de récolte » !

Hier, à Dôle, dans le Jura, 39 paysans comparaissaient devant le tribunal de Grande Instance, tous accusés de « vol, recel et dévastation de récolte ».

Ils étaient accusés en fait d'avoir ces derniers mois, par différentes actions, empêché l'expulsion d'un des leurs, M. Jacquot, des terres qu'il louait depuis 1945.

A cette époque, M. Jacquot prenait en fermage 26 hectares appartenant à M. Poty. En 1973, après que le locataire ait acheté les bâtiments attenants à l'exploitation, ainsi qu'une partie des terres (9 hectares), le propriétaire décidait de louer le reste de l'exploitation à ses deux frères possédant déjà 103 hectares de terrains !

73, 74, 75 : de nombreuses actions de paysans (popularisation, pique-nique de soutien, labours et semailles collectifs de maïs sur les terrains), empêchent l'expulsion. Les frères du propriétaire tentent de labourer d'autres terres, chose qui ne se fera pas suite à la mobilisation des paysans de la région.

Un comité de défense a été créé. Le verdict du tribunal n'y changera rien ! Les paysans sont décidés à continuer de défendre M. Jacquot !

**Donnez au Quotidien
Les armes de son combat
Souscrivez pour les 10 millions**

POLITIQUE

A la fête du PCF

PAROLES D'EN HAUT SUR LA DÉMOCRATIE D'EN BAS

Deux heures durant, quatre orateurs débattent sur «*démocratie par en haut*» et «*démocratie par en bas*». Naturellement, tout le monde est d'accord pour insister sur le deuxième terme. Malheureusement pour la démonstration, personne, parmi les quelques centaines de personnes assistant à la

discussion, n'aura la parole : cinglant démenti pratique à tous les discours tenus à la tribune. C'était la première conclusion frappante du débat sur l'État, dimanche, à la «*fête de Paris*» du PCF.

Pour l'occasion, deux des trois auteurs du livre publié récemment par le PCF «*Les*

communistes et l'État» étaient présents. Postérieur au 22^e congrès, cet ouvrage est d'abord une tentative pour justifier le rejet de la dictature du prolétariat ; il vise aussi, compte tenu des questions que cette position pose nécessairement sur la nature du pouvoir, à présenter le projet du PCF comme s'appuyant sur l'initiative des masses. Ces deux questions, en réalité, sont solidaires : qui n'a pas l'intention de construire un pouvoir de classe radicalement opposé à celui d'aujourd'hui qui défend la dictature de la bourgeoisie contre celle du prolétariat, ne peut prétendre construire la société «*par en bas*».

Confronté à cette contradiction entre ce qu'il est et ce qu'il prétend être, le PCF avait choisi la fuite. En effet, les deux invités appelés à «*dialoguer*» avec ses représentants n'étaient pas des défenseurs de la dictature du prolétariat. En sorte que, finalement, Nikos Poulantzas étant à peu près mis hors jeu, le débat opposait essentiellement Alain Touraine à Séve et Hinker sur la question : le parti socialiste est-il plus ou moins favorable que le PCF au développement de l'initiative populaire ?

Discussion biseautée, par avance, où chacun n'avait aucune peine à envoyer à la figure de l'autre, qui l'État répressif polonais, qui la social démocratie musclée à l'Allemande. Entre temps, les uns et les autres tentaient de faire la preuve verbale qu'ils seraient plus attentifs que l'adversaire aux points de vue émanant des comités de quartier ou des diverses associations existant à l'échelon local.

Finalement, Hinker, concluant au nom du PCF, devait quand même vendre la mèche : donner le pouvoir aux masses... ce serait bien... mais ce n'est guère possible : elles sont arriérées !

Et de citer les municipalités «*démocratiques*» où les élus ont toutes les peines du monde à susciter l'expression du point de vue populaire. S'en prendre aux masses après leur avoir refusé les moyens réels de leur expression, telle est bien une des pratiques les plus courantes du PCF. Qu'elle surgisse ainsi dans un débat consacré à l'État, voilà qui jugeait bien par avance de la nature de la société que le PCF se propose de construire.

J.L.

Maire - Mitterrand

UNE RENCONTRE POUR UN PROGRAMME EN COMMUN ?



Après s'être rencontrés, le parti socialiste et la CFDT ont «*constaté leurs convergences*». Il s'agit, paraît-il, de «*l'action pour lutter contre la politique actuelle et créer les conditions d'une victoire des forces de la gauche*». Jusqu'ici, l'attitude des confédérations dans les luttes a plutôt montré que ces deux objectifs sont contradictoires. Mais ce n'est pas seulement pour examiner des problèmes de tactique immédiate que Mitterrand a rencontré Maire.

était difficile d'ignorer aussi ouvertement les aspirations des travailleurs.

Il fallait donc au parti socialiste, à la veille de sa rencontre avec ses partenaires du PCF et du MRG, définir plus précisément les revendications sur lesquelles il serait contraint de céder lors de son arrivée au gouvernement. En même temps, il devient nécessaire, alors que la CFDT est en train de préparer une plateforme revendicative pour l'avènement de la gauche, de veiller à ce que celle-ci ne vienne pas trop contredire les limites que le PS entend fixer pour 1978.

C'est en effet, ce matin qu'ont lieu les négociations sur le programme commun entre les partis de gauche. Pour cette discussion, Marchais avait proposé que les syndicats s'associent aux partis de gauche. La direction CFDT, toujours soucieuse de préserver une apparente indépendance, avait bien entendu rejeté cette offre. Pourtant, le parti socialiste a besoin de déterminer jusqu'à quel point l'argument des difficultés économiques héritées du gouvernement Barre suffira à faire tenir tranquille la classe ouvrière ; le mauvais accueil réservé à la prestation de Mitterrand en face de Barre a souligné qu'il

il y a donc fort à parier qu'entre la direction du PS et la direction confédérale dominée par le PS, on se sera mis d'accord sur les grandes lignes de la politique sociale du futur gouvernement de gauche. C'est probablement ce que Michel Rollant, lors de la dernière conférence de presse, appelait «*élaguer*» l'avant-projet de plateforme qui circule actuellement dans le syndicat. Mais on se demande, dans ces conditions, ce que vaudra l'avis des militants qui sont actuellement sollicités de le donner sur cette question.

Préparation du congrès du PS : les enchères montent

Les militants du CERES voulaient adjoindre une lettre à leur motion préparatoire au Congrès de Nantes. Cela leur ayant été refusé ils l'ont rendu publique ; en voici deux extraits :

«*Dans cette hypothèse (celle où majorité et minorité ne parviennent pas à se mettre d'accord), il faut qu'une carte des droits et des devoirs de la majorité comme de la minorité soit dressée. Sans le code de bonne conduite, [...] la rupture au sein du parti devient inévitable.*»

«*Il n'est pas admissible que le courant majoritaire ne distingue pas, dans son action quotidienne le service du parti et le service de ses propres intérêts de courtin.*»

Jamais encore le CERES n'avait menacé de scissionner du PS : les enchères montent...

INTERNATIONAL

Pays Basque

500 000 GRÉVISTES

Par téléphone de PAMPELUNE

En Navarre, la grève était générale hier dans toutes les entreprises, dans la banque, dans les transports, l'enseignement et pratiquement tout le commerce. Comme les autres jours, la répression a été intense, il y avait des barricades dans tous les quartiers à fort peu de distance les uns des autres, coupant la circulation dans les rues principales.

La télévision du Nord, qui émet sur tout Euskadi, la province de Burgos et celle de Santander a publié un communiqué disant qu'elle se solidarise avec la lutte du peuple basque et elle a cessé d'émettre dans la journée. En Alava, la grève était générale également dans tous les secteurs et dans certains commerces, sauf le transport.

En Biscaye, le gouvernement civil a autorisé quel-

ques assemblées qui ont été massives, de 25 000 personnes, 15 000 et 4 000. Dans la banlieue de Bilbao, 6 000 personnes se sont concentrées pour se rendre en cortège depuis l'entreprise «*La Naval*» jusqu'à Sestao. La grève est générale sur la rive droite comme sur la rive gauche, à la Guardereta. Dans certaines usines, la police est intervenue pour contrôler l'identité des ouvriers et matraquer. Le bâtiment était aussi en grève. Grève générale aussi à Basauri, sur le port, à Santurce, comme partout la répression est très forte.

En Guipuzcoa, tout était absolument fermé, y compris les commerces, à San Sebastián il y a eu des manifestations dans toute la ville, dans le centre complètement occupé par la police quelques mille per-

sonnes ont pu se manifester.

Dimanche soir à Pampelune, a pu avoir lieu un service funèbre convoqué par les parents des victimes. 2 000 personnes ont pénétré dans l'église, beaucoup de gens n'ont pas pu rentrer et sont restés massés à l'extérieur. Toutes les rues avoisinantes étaient pleines de barricades. Dans son sermon, le prêtre qui officiait a demandé l'amnistie totale et la légalisation de tous les partis. De plus, il a dénoncé la responsabilité du gouvernement mais aussi celle des partis qui ont été légalisés et qui ne luttent pas pour la légalisation de tous. A la sortie la police est intervenue, sautant par dessus les barricades et il y a eu des affrontements extrêmement durs. Les gens s'enfuyaient par les toits,

se réfugiaient dans les portails, la police leur jetait des pierres, cassait les vitres des portes, et lançait des grenades fumigènes, et lacrymogènes à travers les portes et les fenêtres.

DISPARITION D'UN CANDIDAT RÉVOLUTIONNAIRE

On est sans nouvelles depuis trois jours du camarade Angel Conte Calonge, candidat du «*regroupement électoral des travailleurs d'Alava*» soutenu par l'ORT. On redoute qu'il ait été enlevé comme l'avait été Pertu, dirigeant de l'ETA, retrouvé assassiné après plusieurs semaines de recherches.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

C.E.S. Pailleron : les familles des victimes publient le rapport sénatorial

PEYREFITTE COUPABLE ?

L'association des parents des victimes du CES Pailleron a décidé de publier le rapport sénatorial sur l'incendie du CES Pailleron. Le bureau du Sénat avait en effet pris la scandaleuse décision de ne rien révéler de ce rapport, sous le prétexte habituel, qu'une action judiciaire était en cours. Le rapport, sans cette décision des parents des victimes n'aurait été publié qu'à l'issue de la procédure judiciaire, c'est-à-dire, peut-être dans dix ans.

Le procès des deux jeunes incendiaires est fixé pour le 5 octobre, mais celui des véritables responsables, de ceux qui ont permis et entrepris la construction d'un CES aussi inflammable qu'une boîte d'allumettes n'est toujours pas fixé. Il est en clair que de puissantes pressions sont exercées pour que ceux-là ne soient jamais jugés. La publication du rapport de la mission d'information des affaires culturelles sur le problème des constructions scolaires par les parents des victimes permettra peut-être que cette affaire ne soit pas enterrée.

Peyrefitte, ministre de la Justice, qui en 1968, était ministre de l'Éducation Nationale et s'en prit à l'esprit de mai 68 pour caractériser les responsables de l'incendie, permettra-t-il que soient mises à jour et jugées ses propres responsabilités, lui qui couvrit la décision d'adopter le procédé de construction CLASP utilisé pour le C.E.S. Pailleron ? Ses responsabilités et celles de quelques très hauts fonctionnaires sont mises en évidence dans le rapport sénatorial.

Le rapport sénatorial insiste particulièrement sur les responsabilités du ministre de l'Éducation Nationale qui a imposé un procédé de construction rapide certes, peu coûteux mais dangereux, sans tenir compte des règles de sécurité. « En s'arrogeant le droit d'agréer un procédé, et non pas seulement en définissant les conditions d'un appel à la concurrence, le ministre de l'Éducation Nationale, selon le rapport sénatorial a lui-même et conjointement avec l'entrepreneur, fait acte de concepteur ». Le procédé imposé est le CLASP, choisi par Jean Raynaud, grand ami de Chirac, responsable de la DESUS (Direction des Équipements Scolaires Universitaires et Sportifs). Il s'agit d'un procédé d'une société anglaise, rapide et bon marché, il permet de mettre en œuvre la politique « un CES par jour » lancée par le pouvoir pour résorber le retard en constructions scolaires.

82 PAILLERON

Quatre-vingt-deux C.E.S. du type Pailleron sont mis en chantier. Une société est créée spécialement par le DESUS pour exploiter le procédé CLASP en France, rentabilité avant tout. Des innovations sont apportées pour abaisser les coûts : « des plaques de polystyrène maintenues en place par des cales de même matériau, ont remplacé les panneaux



plus efficaces initialement prévus. » Et le rapport suggère que l'emploi de polystyrène, matériau très inflammable et hautement toxique dans un grand nombre de C.E.S. ne peut qu'être une décision d'ensemble, et non le fait d'un seul entrepreneur. D'autres modifications, également dangereuses ont été apportées au plan initial : remplacement des cloisons en placoplâtre par des panneaux en copeaux de pin agglomérés. Qui a pris ces décisions, à qui ont-elles profité ?

« Dans trente-cinq établissements scolaires du type Pailleron, souligne le rapport, dont cinq ont fait l'objet d'une réception provisoire postérieure à l'incendie de Pailleron, cette protection au feu n'existe pas. Dans quatorze autres, elle est assurée, mais, pour six d'entre eux, la réception provisoire est postérieure au sinistre. Ces chiffres dénotent quelque désordre. On aurait pu espérer que la protection du haut des poteaux aurait été assurée dans tous les C.E.S. dont la réception provisoire a été postérieure à l'incendie de Pailleron. »

Aujourd'hui, l'intersyndicale de l'université de Jussieu organise une journée « faculté morte » pour exiger que des travaux soient immédiatement entrepris pour mettre les travailleurs et les étudiants à l'abri des fibres d'amiante en suspension dans les locaux floqués à l'amiante. Plusieurs actions sont engagées en France par des élèves et des parents d'élèves pour exiger une protection contre l'amiante.

Ecoles floquées à l'amiante, CES Pailleron, il en existe des dizaines en France, révélant que la sécurité des élèves est le dernier des soucis du pouvoir qui a vu dans la construction intensive de locaux scolaires une source de profits juteux à répartir entre quelques requins alimentant en contre-partie les caisses noires des partis au pouvoir. L'action des parents et des élèves et des travailleurs, permet aujourd'hui que la lumière commence à se faire, et contraint l'Éducation Nationale à assurer une meilleure sécurité.

DES DÉROGATIONS A LA RÉGLEMENTATION

Et encore : « La décision de faire passer les canalisations de gaz dans le vide entre faux plafonds et planchers est d'une telle gravité que nous ne voulons pas croire que ni les architectes, ni les entrepreneurs aient jamais attiré l'attention des exécutants, ouvriers et contremaîtres sur l'importance que revêtait la bonne exécution de leur travail, notamment la pose correcte des plaques des faux plafonds, pour la sécurité du bâtiment et pour celle des enfants. »

Le rapport signale par ailleurs que « le collège Pailleron a été construit, achevé et mis en service sans qu'à aucun moment les services de sécurité soient intervenus... Un signe très caractéristique de la volonté politique de construire vite et au moindre coût fut l'octroi de la dérogation à la réglementation générale concernant la sécurité contre l'incendie... On a réduit à un quart d'heure (au lieu d'une demi-heure — article C 014 du règlement de sécurité —) la stabilité au feu des

éléments porteurs et auto-porteurs constituant le gros œuvre. »

Lors des essais anti-feu, « au bout de dix minutes, les brûleurs ont été arrêtés par suite de la combustion du panneau exposé. »

On n'en finirait pas de citer toutes les irrégularités, les magouilles qui ont présidé à la construction du C.E.S. Ainsi le procédé agréé pour un C.E.S. d'un étage a été utilisé pour un C.E.S. de quatre étages pour lequel il n'avait pas été homologué. Le rapport sénatorial est conduit à poser la question suivante :

« Doit-on croire que la décision ait été prise au seul niveau de la DESUS s'agissant d'un procédé qui allait être utilisé pour plusieurs dizaines d'établissements ? Le ministre ou au moins son cabinet n'a-t-il pas donné son acquiescement pour la substitution de panneaux de particules au placoplâtre. »

Question à poser à Peyrefitte qui en 1973 dénonçait les « apprentis sorciers, ces adolescents qui allument des incendies sans se préoccuper des conséquences. »

Serge LIVET

Leur argent est secret
Le notre vient du peuple
Souscrivez pour les 10 millions

Auxerre : Mireille Bressolles a gagné, mais à quel prix ?

Mireille, après avoir été transportée d'urgence le jeudi 12 mai, dans un hôpital de l'Yonne, est entrée dans le coma le vendredi 13 mai. Le dimanche 15 mai, la gravité de son état nécessitait son transport en hélicoptère sur Dijon. Les 67 jours de grève de la faim ont conduit Mireille dans cet état, 67 jours pendant lesquels l'administration a usé de tous ses stratagèmes avant d'être contrainte d'abdiquer et de s'engager à la réintégrer dans un poste d'agent principal à l'hôpital de Tonnerre.

La médecine bourgeoise a montré son vrai visage : refus des médecins de la soigner, campagne de calomnie orchestrée, diffusée par l'ensemble du corps médical ; le PCF et la CGT ont contribué à la prolongation de cette grève, n'assurant pas le soutien massif qui était nécessaire pour obtenir cette victoire.

Le PCF et la CGT, en participant à la délégation se donnaient le visage de défense des travailleurs, mais tout au long des 67 jours, qu'ont-ils fait d'autre ?

Soutien à Mireille Bressolles
Hôpital général de Dijon
Service du Samu
Correspondant Auxerre

Faux billets de 500 F : de Broglie en filigrane

304 faux billets de 500 F ont été saisis par les inspecteurs du groupe des faux de la brigade criminelle dans la voiture de Gabriel Cohen. Celui-ci nie toute responsabilité, mais il a déjà été condamné à dix-huit mois de prison pour tentative de corruption du gardien de son frère qui purge une peine de vingt ans de réclusion criminelle pour meurtre. La victime du frère Cohen, Benjamin est René-Louis Coignard un truand impliqué dans un vol de titres des Charbonnages de France. Ce vol avait été mis en relation avec la liquidation de de Broglie.

On a également retrouvé sous les banquettes de Gabriel Cohen des cartes de résidence, des certificats de travail, des papiers d'identité, tous faux destinés à escroquer des travailleurs immigrés. Sur le carnet d'adresses de Gabriel Cohen figurait celle de Nelly Azerad amie de de Varga et cardiologue de de Broglie.

Corse : attentat à l'imprimerie de l'APC

Les barbouzes frappent de plus en plus en Corse contre les militants autonomistes. Il y a quelques jours l'appartement de l'avocat Vincent Stagnara de « Fronte Corsu » était plastiqué. Dans la nuit de samedi à dimanche, l'imprimerie de l'APC à Bastia sautait. Les plastiqueurs ont fracturé la porte principale et déposé une charge de plastique dans l'imprimerie sous la presse offset imprimant « Arriti », journal de l'APC. L'explosion a été suivie d'un violent incendie qui a ravagé l'imprimerie. Il semble que de l'essence avait été préalablement répandue. Les pompiers ne sont intervenus qu'une heure après le début de l'incendie, leurs citernes étant vides.

Dans un communiqué, l'APC déclare qu'il s'agit d'un attentat fasciste et que « le mouvement est parfaitement conscient que désormais les provocateurs anti-Corses interprètent son sens de la mesure comme une démission. »

Le sabre et le goupillon

Elchinger, l'évêque de Strasbourg vient de prononcer une homélie aux accents fascisants, bien dans la manière de ce prélat ultra-réactionnaire. Il s'en est pris à certains juges qu'il accuse d'être trop cléments et a conclu ainsi : « on ne pourra perfectionner l'exercice de la justice sans rénover et fortifier nos convictions morales. Dans les institutions judiciaires comme dans les autres, le progrès véritable est dû à des consciences nobles et exigeantes. Il ne saurait être le fait d'un devenir collectif, visant à toujours plus de concessions et de facilités. »

INTERNATIONAL

Nouvelles des Etats-Unis

RACISME ET RÉPRESSION POLICIERE

La police de St Louis (Missouri) fournit maintenant pour les voitures, des autocollants désignant la race du conducteur, dans le but... de réduire le vol des voitures.

En mars, une commission du gouvernement américain, «The Task Force on Disorder and Terrorism», a publié un programme d'action dans le cas de désordres civils. La commission note que «l'ordre d'aujourd'hui n'est qu'un calme apparent, et il nous faut voir dans la situation actuelle une accumulation de troubles pour l'avenir... La situation dans nos grandes villes est plus désespérée que pendant les émeutes les plus sérieuses des années soixante... Il y aura encore des troubles dans l'avenir, car les conditions socio-économiques vont produire des réactions violentes».

Ce programme prévoit : l'imposition du couvre-feu pour des villes entières, la suspension de certains droits de réunion, manifestations, des arrestations massives sans formalité légale, la détention préventive dans des camps de concentration, l'utilisation des écoutes sans autorisation d'un juge, l'immunité totale pour les actes commis par la police pendant un état d'urgence.

Le 31 mars, la durée de paiement des indemnités de chômage était réduite de 65 semaines à 52 semaines.

Le Président Carter a proposé un système national de cartes du travail, qui n'existent pas actuellement aux Etats-Unis. Le but principal est de contrôler les travailleurs immigrés, principalement ceux du Mexique.

LE «WELFARE SYSTEM» : UNE AIDE INSUFFISANTE DONT CARTER PRÉVOIT ENCORE LA RÉDUCTION

Pour ceux qui ne peuvent pas travailler aux Etats-Unis, même avec des enfants, handicapés, etc, il y a «The Welfare System». Avec la crise, les paiements de «Welfare» augmentent. Depuis 1965, l'aide aux femmes seules avec des enfants à charge a été multipliée par quatre et demi. Malgré ces chiffres, la grande majorité des femmes qui pourraient en principe, bénéficier de cette aide, ne reçoivent rien. Au Texas, par exemple, le Welfare Department a estimé qu'il y avait un million d'enfants pauvres, dont un quart seulement reçoivent de l'aide. Seulement, la moitié de ceux qui réunissent les conditions permettant d'obtenir les timbres pour acheter de la nourriture moins cher, les reçoivent.

En plus, la différence entre chaque Etat est énorme. En juillet 1975, le maximum qu'une mère avec trois enfants aurait pu recevoir à Hawaï était de 497 dollars par mois, alors qu'au Puerto Rico, c'était 53 dollars dans le Mississippi 60 dollars. Une enquête faite en 1974 a révélé que 56% des familles n'arrivaient pas à se nourrir avec cette aide. En plus, 86% n'avaient plus rien à manger à la maison avant que le chèque suivant n'arrive.

Les lois de welfare font que, pour une famille où le mari et la femme sont au chômage, il vaut mieux que le mari parte, parce que la femme une fois seule, peut bénéficier de l'aide. Ainsi, il y a des milliers d'hommes qui se cachent chez un copain, essayant d'éviter les visites de contrôle effectuées régulièrement. Autrefois, avant que la loi soit changée, ces contrôleurs avaient le droit d'entrer chez quelqu'un sans préavis, et ils le faisaient souvent en pleine nuit.

AUDIOVISUEL ET PROPAGANDE

La télévision américaine est souvent critiquée par les progressistes, mais ça ne change rien. A savoir : un enfant de moins de 5 ans regarde 23,5 heures de télévision par semaine en moyenne. Quand il a terminé le lycée, il a regardé 15 000 heures pendant lesquelles il a vu 18 000 meurtres et 350 000 publicités.

Mais pour les trois grandes chaînes nationales, les profits sont énormes, 224 millions de dollars en 1976, 192% de plus qu'il y a 5 ans.

GAZ NATUREL : DES ACCIDENTS EN SÉRIE

Pendant que tous les journaux américains parlent des dangers de l'énergie nucléaire, il y a une augmentation rapide de l'utilisation d'une autre source d'énergie, le gaz naturel. En tant que tel, le gaz naturel n'est pas dangereux. Le problème est celui du moyen de transport. Bien qu'il existe des pipelines, les Etats-Unis importent de plus en plus le gaz d'outre-mer. Et pour l'importer, il faut le liquéfier à -161,6 degrés. Le volume est ainsi réduit à 1/600.

Le gaz naturel liquéfié (GNL), asphyxie et prend feu très facilement. En 1944, une fuite de GNL à Cleveland dans l'Ohio s'est échappée dans les rues et les égouts. Après s'être vaporisé, il a explosé. Le bilan : 130 morts, 300 blessés. En 1974, 43 ouvriers qui faisaient le nettoyage d'un gros container vide ont été assassinés quand la vapeur a explosé.

Malgré un tel danger, les importations, principalement d'Algérie, de Tunisie et d'Indonésie, augmentent. Les patrons de l'industrie prévoient 100 à 150 supertankers de GNL en 1985. Le gouvernement encourage cette expansion. En janvier, il a approuvé le plus grand prêt jamais autorisé à une compagnie privée : 750 millions de dollars à la General Dynamics Corporation, pour la construction de 7 GNL tankers. Il est prévu dans une enquête gouvernementale qu'un accident dans le port de New-York pourrait faire 807 000 morts et blessés.

Sahara occidental

«L'OPÉRATION DE ZOUERATE N'A RIEN À VOIR AVEC LA SITUATION AU ZAÏRE c'est la poursuite de notre guerre de libération»

Interview d'un représentant du Front POLISARIO

A la suite du voyage de Galley en Mauritanie, celui-ci a promis un accroissement de l'aide du gouvernement français au régime mauritanien. Selon le gouvernement français, il n'y aurait que 14 militaires français en poste actuellement en Mauritanie. En fait, un centre d'entraînement a été ouvert à Atar, il y a plusieurs mois dont l'encadrement serait assuré par des officiers français. A Zouerate même, la France avait directement pris en mains l'organisation de la défense de la ville minière.

— *Quotidien du Peuple : Pourquoi avez-vous choisi de frapper Zouerate ?*

— C'est un important centre économique et militaire, où se trouvent des unités mauritaniennes, mais aussi étrangères. Comme dans les villes frontières de Bir Moghrein, et Nouadibhou, le régime marocain a envoyé des troupes pour renforcer le régime mauritanien. Ainsi Zouerate est une base d'agression contre notre territoire.

— *Pourquoi Zouerate a-t-il été attaqué à ce moment-là ?*

— Il y a déjà eu plusieurs attaques contre le chemin de fer qui emmène le minerai mauritanien de la mine jusqu'à la mer, notamment. Nous avons empêché toute exploitation des richesses de notre pays, nous avons même commencé à attaquer les bateaux qui pêchent dans nos eaux. Le pillage qui se pratique en Mauritanie peut être également stoppé. Par ailleurs nous avons choisi la date du premier mai parce que c'est la fête des ouvriers, et que Zouerate est un grand centre d'exploitation, où se trouvent de nombreux ouvriers.

— *Quel rapport cette attaque entretient-elle avec la situation d'ensemble en Afrique ?*

— J'ai été étonné des commentaires de la presse française qui affirmaient qu'il s'agissait d'une «vengeance» contre la France après l'intervention au Zaïre. Notre lutte n'a rien à voir avec la situation au Zaïre. Nous avons commencé la guerre contre le colonialisme espagnol, nous l'avons poursuivie contre l'invasion maroco-mauritanienne. C'est dans le cadre de notre guerre de libération que se place l'attaque de Zouerate. Ce n'est pas la première opération et elle n'est pas dirigée particulièrement contre la France, dont le personnel se trouvait dans une zone de guerre, comme nous en avons averti à maintes reprises les gouvernements étrangers.

Nos objectifs étaient militaires et économiques. Pourquoi parle-t-on seulement des deux Français dont la voiture a été touchée par un obus durant la bataille ? Pourquoi ne parle-t-on pas des deux avions que nous avons détruits, de la bataille qui nous a opposé aux troupes mauritaniennes au cours de laquelle elles ont eu de nombreux morts et ont perdu de nombreux véhicules militaires ? Pourquoi ne parle-t-on pas de la destruction des installations minières et de la centrale électrique ? C'était là nos buts et nous les avons atteints. Dire que l'on voulait «massacrer» la population européenne relève de la fantaisie : nous avons contrôlé la ville, pendant deux heures et demie et si cela avait été notre but, nous l'aurions réalisé. En ce qui concerne les six personnes disparues, nous n'avons ici aucune confirmation, ni information.

— *Les attaques du Front Polisario en Mauritanie s'enfoncent souvent profondément dans le territoire. Comment cela se concilie-t-il avec la souveraineté du peuple mauritanien ?*

— Nous sommes convaincus que nous avons des ennemis communs avec les peuples mauritanien et marocain, que ce sont nos alliés. Et ce sont eux-mêmes qui détruiront les régimes qui nous oppriment. Mais nous sommes convaincus que nous pouvons jouer un rôle dans la prise de conscience des peuples, parce que nous combattons leur ennemi.

Lorsque nous disons que le territoire mauritanien est une zone de guerre avec le Sud Maroc c'est une réalité concrète. Au Maroc, nous attaquons jusqu'à Ouerzazate, en Mauritanie c'est chaque jour que des opérations se passent, bien que l'on ne parle que des opérations les plus spectaculaires. Mais lorsque nous attaquons des unités à l'intérieur du territoire mauritanien, nous ne nous attaquons pas à la population. Il nous arrive de contrôler une ville pendant une journée au cours de laquelle, après avoir neutralisé l'unité qui y est basée, nous faisons des meetings et des discussions. L'armée mauritanienne connaît si bien notre attitude à l'égard de la population que lors d'une attaque récente à Tichit, l'armée avait abandonné ses casernes pour se répartir dans les habitations, l'armement lourd avait même été installé sur le minaret !

OTAN : DE NOUVELLES MANOEUVRES

Environ 3 000 hommes appartenant aux forces maritimes des Etats Unis, de l'Allemagne et de l'Italie, ont lancé vendredi une attaque contre la Sardaigne, dans le cadre des manœuvres d'entraînement de l'OTAN. Ils étaient appuyés par l'armée de l'air US, italienne, allemande, et belge.

ZAIRE : FIN DU CONFLIT ?

Alors que Mobutu a pu visiter Kasaji ville du Shaba contrôlée par les rebelles, son chef d'Etat major a déclaré que le conflit était «virtuellement» terminé. Cependant les journalistes ont constaté que la ville (7 000 habitants) était pratiquement déserte. D'autre part, Hassan II a annoncé le rapatriement des forces marocaines après la reconquête du Shaba «dans trois ou quatre semaines».

NAMIBIE

Nujoma, président de la SWAPO (organisation du peuple de Namibie, sud-ouest africain occupé illégalement par l'Afrique du Sud) a dénoncé les conversations qui se déroulent actuellement entre les cinq membres occidentaux du Conseil de Sécurité de l'ONU et Vorster à Pretoria. Ces conversations visent à mettre sur pied un régime fantôme, alors que la légitimité de la SWAPO est reconnue par l'ONU.

IRLANDE DU NORD

FIN DE LA GREVE
DES FASCISTES

Devant son échec total, les fascistes protestants ont décidé de mettre fin à la grève, qu'ils avaient tenté d'imposer par la violence la semaine dernière.

ITALIE

HOMMAGE
A GIORGINA
LES FLICS CHARGENT

Alors que, après les manifestations de samedi, des dizaines de jeunes filles s'étaient regroupées à l'endroit où Giorgia, une jeune fille de 19 ans avait été assassinée jeudi, la police les a chargées brutalement, à coup de crosses et de grenades lacrymogènes.

MOZAMBIQUE

DEBUT DE
LA CONFÉRENCE
DE SOUTIEN
AUX PEUPLES
D'AFRIQUE
AUSTRAL

La conférence de soutien à la lutte des peuples du Zimbabwe et de Namibie, s'est ouverte hier à Maputo (Mozambique) avec la participation de Waldheim, secrétaire général de l'ONU, et des délégations de plus de 80 pays.

ZIMBABWE

(RHODÉSIE) :
LES FORCES
PATRIOTIQUES
ATTAQUENT
UN CONVOI

Les forces patriotiques du Zimbabwe ont attaqué jeudi un convoi militaire à 60 km de la frontière avec le Mozambique. Un policier a été tué et deux colons blessés.

D'autre part, le gouvernement raciste a menacé la Zambie, déclarant qu'il n'hésiterait pas à «attaquer les bases de guerilleros» dans ce pays comme il l'a déjà fait au Mozambique.

«ISRAËL»

PAR YOMNA EL KHALIL

DES ÉLECTIONS EN PLEINE CRISE

C'est la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël, que les élections législatives s'y déroulent dans un état de crise interne aussi marquée. La guerre d'octobre 73, au cours de laquelle les pays arabes avaient obtenu des succès importants bien que non consolidés, a déclenché une crise sans précédent à tous les niveaux de la société israélienne. D'abord, les soulèvements populaires palestiniens n'ont pas cessé depuis cette guerre, marquant ainsi des points importants en territoire occupé en 48 (Journée de la Terre, Journée du 15 mai). Ce soutien très actif à l'OLP par les masses palestiniennes de l'intérieur, a porté un coup à l'idée de «l'inexistence d'un peuple palestinien», idée largement diffusée à l'intérieur de l'Etat sioniste.

Comptant largement sur l'immigration des juifs, l'Etat sioniste a vu, depuis la guerre d'octobre, le nombre d'immigrants diminuer, en même temps que le nombre de juifs quittant Israël augmentait rapidement. La militarisation

accrue de l'économie sioniste, due à la crainte d'une défaite dans une nouvelle guerre avec les pays arabes, entraîne des difficultés importantes pour la population juive : les prix augmentent alors que les salaires stagnent. Plusieurs grèves importantes ont secoué dernièrement l'Etat sioniste, malgré la politique du syndicat officiel lié au parti travailliste, la Histadrout, qui appelait à «sauver l'économie nationale». Le malaise éprouvé depuis la guerre d'octobre, en Israël, est dû en grande partie à l'incertitude du lendemain.

«A la prochaine guerre, si les Arabes sont forts, que va-t-il se passer ? Quelle est la meilleure voie pour qu'Israël continue à exister ?». Cette question est au centre des divergences entre les partis sionistes, de droite ou de gauche : reculer pour vivre «en paix» ou renforcer l'occupation ? Même si la campagne électorale n'est pas engagée clairement sur cette question, elle est au centre des préoccupations des sionistes à l'heure actuelle.

INFLATION ET CHÔMAGE

La situation économique de l'Etat sioniste depuis la guerre d'octobre ne fait qu'empirer, avec les effets de la militarisation.

Dans un rapport présenté au Parlement, Shimon Pérès, alors ministre de la Défense, a dévoilé l'effort d'armement sioniste depuis la guerre : la force des blindés et de l'infanterie a augmenté de 60%, le nombre de chars et avions a augmenté de 50%, celui des bâtiments de flotte de 55%, celui de l'artillerie de 100% et celui des véhicules blindés pour le transport des troupes a été multiplié par 10. Les pertes de la guerre d'octobre ont été jugées énormes par les sionistes (100 avions et 800 tanks), ce qui les a conduits depuis cette date, à acheter du matériel militaire pour une somme s'élevant à 6 milliards de dollars. La question de la guerre occupe une place très importante du budget de l'Etat, 42% en 76, sur un total de 12 milliards de dollars. L'achat du matériel militaire important crée un déficit dans la balance commerciale qui peut s'élever à 4 milliards de dollars, comme en 75.

Pour combler le déficit, les autorités sionistes veulent faire payer la population «israélienne». L'inflation a connu une hausse très forte. Durant l'année 76, elle était de 42%. Vers la fin de l'année 76, les prix ont augmenté d'un seul coup : le pain, l'huile, les œufs et les produits laitiers, produits de première nécessité, ont vu leurs prix augmenter de 20%. Les taxes et impôts augmentent, au moment où les prix des loyers deviennent inabordable, même dans les nouvelles constructions, en principe réservées aux nouveaux immigrants juifs, de condition modeste.

Devant les difficultés croissantes, la population juive a engagé des grèves importantes, dans le secteur public surtout.

LE RENFORCEMENT DE LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN

La guerre de 73 et l'offensive du peuple palestinien à l'intérieur de la Palestine occupée, à cette occasion, ont été suivies d'un mouvement de révolte important des masses palestiniennes vivant à l'intérieur des terres occupées : ainsi, depuis la guerre, la révolte en Cisjordanie ne s'est pas arrêtée. Encouragé par le discours de Arafat à l'ONU en novembre 74, qui marque la reconnaissance de l'OLP par la communauté internationale, le mouvement de révolte s'est poursuivi jusqu'à maintenant en une lutte profonde contre la colonisation. Au cours de cette révolte, l'OLP est devenue de plus en plus populaire. Les masses palestiniennes se reconnaissent dans ses objectifs, dans son opposition aux complots

impérialistes, sur la scène internationale et à l'intérieur.

C'est ce qu'aucun parti israélien, de gauche ou de droite, ne peut tolérer, car ils considèrent tous que les Palestiniens vivant dans les terres occupées en 48 sont des «Israéliens» arabes, qu'ils n'ont rien à voir avec ceux vivant en Cisjordanie. Un couple d'Américains qui a vécu un an en Israël a fait la constatation suivante : depuis la guerre de 67, la Galilée, occupée en 48, a changé : les liens quotidiens avec les travailleurs venant de Cisjordanie ont marqué une politisation importante des masses de Galilée. Celles-ci, même si elles ne se disent pas «palestiniennes» car c'est interdit, se considèrent comme très proches de la population de Cisjordanie, beaucoup plus

que des colons sionistes installés à côté d'elles.

La révolte continue qui se déroule en Cisjordanie et à Gaza contraint l'armée sioniste à se montrer clairement sous son vrai visage d'opresseur : de nombreux assassinats perpétrés par cette armée, ont soulevé l'indignation même de certains milieux israéliens, comme celui de Lina Naboulsi l'année dernière, lors d'une manifestation. Des Israéliens «antimilitaristes», même s'ils appuient l'existence de l'Etat sioniste, refusent de partir en Cisjordanie combattre les manifestants. Il ne s'agit encore que d'un phénomène limité mais, il est apparu après la guerre de 73, et parce que la population palestinienne a lutté énergiquement pour ses droits.

L'émigration : reflet d'un malaise profond

L'immigration est pour l'Etat sioniste un besoin vital. Cet Etat créé artificiellement, et dont l'économie est toute entière tournée vers l'effort de guerre, a besoin du maximum d'hommes pour gonfler ses rangs et son armée.

C'est pourquoi les dirigeants sionistes considèrent comme un grave danger, les départs massifs de l'Etat d'Israël. Le dirigeant du Likoud (bloc nationaliste de droite) a déclaré, le 16 juin 76 devant le Parlement, en demandant une commission d'enquête sur les causes de l'émigration, que «depuis la création de l'Etat, nous avons perdu quatre divisions ou douze brigades, ce qui représente une véritable saignée». Pour les dirigeants sionistes, les hommes se comptent avant tout en unités militaires !

Pour tenter d'enrayer les départs qui, depuis 76, sont devenus égaux ou supérieurs à l'immigration, de

nombreuses difficultés sont faites, sans tellement de résultats, aux candidats à l'émigration. Un tiers des émigrants de ces dernières années, sont des Sabras (natifs du pays). L'émigration de gens qui ont des attachements plus solides que d'autres juifs, dans le pays nous donne la mesure de la crise actuelle de l'Etat sioniste.

L'immigration, connaît elle, une diminution importante. En 1976, 50% des 13 000 juifs sortis d'URSS avec un bon pour Israël, n'ont pas rejoint Israël. Ces immigrants transitent par Vienne où des agences juives les prennent en charge. Pour les obliger à aller en Israël, les dirigeants israéliens ont décidé que les immigrants venus d'URSS ne devraient plus transiter durant plusieurs mois par Vienne, ce qui leur laisse le temps d'obtenir un visa pour

le pays de leur choix, mais qu'ils devaient être dirigés vers Israël beaucoup plus rapidement, pour n'avoir pas le temps de la réflexion et du choix. Et l'URSS risquerait de ne plus laisser sortir les juifs, s'ils ne rejoignent pas «la mère patrie».

Beaucoup de jeunes qui quittent «Israël» émigrent à cause de la longueur du service de réserve annuel, et ne veulent pas vivre encore une fois «le traumatisme de la guerre de Kippour». Des parents émigrent également dans cet esprit, pour «sauver leurs enfants».

Ce phénomène (augmentation de l'émigration et diminution de l'immigration) a pris de l'ampleur surtout depuis la guerre d'octobre 73, qui a sapé la confiance et l'optimisme des sionistes, et qui a vu le mythe de l'invulnérabilité d'Israël s'écrouler.



Manifestation à Ramallah : «Non à l'implantation des colonies sionistes !»

PRÉSERVER ISRAËL : Le but de la droite et de la gauche

Comment faire survivre «Israël» aujourd'hui, c'est la question essentielle sur laquelle les partis qui s'affrontent pour les élections, ont à répondre. Les partis d'extrême-droite expriment clairement leurs intentions : refuser tout recul des frontières actuelles, défendre le grand «Israël». Le parti travailliste au pouvoir depuis la création de l'Etat, et le Mapam, qui se réclame de gauche, pensent quant à eux qu'il est possible de reculer, mais seulement d'une partie réduite des terres occupées en 67 : une partie du Golan (territoire syrien), une partie du Sinai (Egypte) et une petite partie de la Cisjordanie, qui ne serait pas rendue à l'OLP, mais à la Jordanie, car ils refusent de reconnaître l'OLP et encore moins l'existence d'un Etat palestinien. Comme les partis d'extrême-droite, les travaillistes envisagent la colonisation dans les terres de 67, qui seraient conservées, pour former une ligne de «défense», face aux Etats arabes.

La troisième tendance, est celle du parti Rakah (révisionniste israélien) ou d'autres formations comme le Conseil Israélien pour la Paix du Général Péled, les Panthères Noires (dont une fraction s'allie au parti Rakah pour les élections) : ils envisagent la restitution des territoires de 67, la fin de la colonisation dans ces terres et même la reconnaissance de l'OLP dans le but de préserver intact l'Etat sioniste de 48.

Dans la crise actuelle, les partis ne développent pas leur campagne sur ce terrain-là, sauf les révisionnistes. Les autres partis font porter leur campagne sur les problèmes de la population juive, sur l'amélioration «des conditions de vie». Mais aucun n'explique concrètement ce qu'il en sera. En tout cas, il n'est pas question de réduire les dépenses militaires, ni d'envisager une politique défla-

tionniste. Une formation récemment créée, le DASH (mouvement démocratique pour le changement), rassemblant des anciens membres du parti travailliste, des officiers, des anciens ambassadeurs et même des anciens chefs du Mossad (les services secrets sionistes qui ont assassiné des militants arabes en Europe), fait sa campagne sur le thème du «changement». Avec le Likoud, le Mafdal (religieux) et les libéraux indépendants, le DASH prône la suppression du droit de grève dans «les secteurs essentiels de l'économie» par une loi instituant l'arbitrage obligatoire. Le front travailliste évite de se prononcer nettement sur une telle législation...

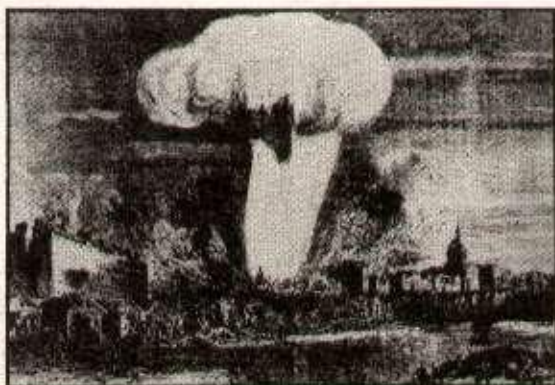
D'autre part, toutes les formations politiques multiplient les promesses de réformes à l'adresse des juifs orientaux (Sépharades, couramment appelés les «noirs») et se vantent de la présence de ces derniers dans leurs organes dirigeants et parmi leurs candidats. Il est à noter que le nombre des juifs orientaux qui quittent Israël, a connu une croissance régulière ces dernières années. Les Sépharades représentent les couches les plus déshéritées dans la société israélienne : modestie des revenus, médiocrité des logements... Eboueurs, manœuvres, ouvriers semi-qualifiés ou petits artisans, bonnes à tout faire, vendeuses... sont généralement des juifs orientaux.

La campagne électorale a montré les problèmes auxquels sont confrontés les dirigeants sionistes en cette période, mais on peut deviner dès à présent l'issue des élections, car elles ont déjà été jouées avant, durant le congrès des travaillistes : ceux-ci continueront à gouverner avec le Mapam dans le front qu'ils ont créé, les autres formations se partageant le reste des sièges.

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

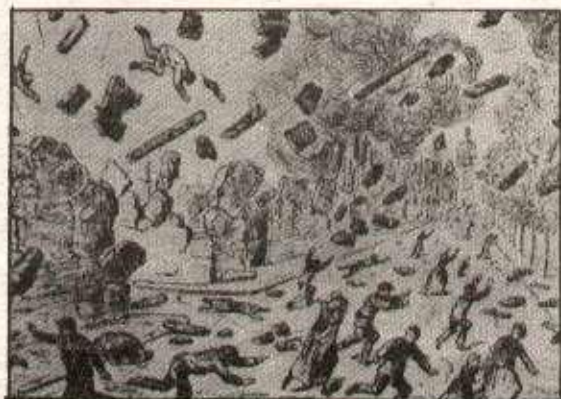
Mercredi 17 mai 1871



Une énorme explosion jette la terreur dans les rues de Paris.

Lissagaray raconte : «*Tout le quartier de Grenelle est soulevé. Une gerbe de flammes, de plomb fondu, de débris humains, de poutres brûlantes jaillissant du Champ de Mars à une hauteur énorme, a semé de projectiles les environs. Quatre maisons s'écroulent, plus quarante personnes sont mutilées.*»

C'était la cartoucherie de l'avenue Rapp qui explosait.



Lissagaray constate : «*La catastrophe serait plus terrible encore si les pompiers de la Commune n'accouraient arracher du milieu des flammes des fourgons de cartouches et des tonneaux de poudre. Une foule affolée arrive et croit au crime.*»

Effectivement, c'était une coïncidence plus qu'étrange de voir exploser cette cartoucherie, symbole de la résistance armée de Paris, juste au lendemain de la démolition de la colonne Vendôme qui symbolisait la violence de la classe dominante.

«*Paris crut fermement au crime*» ajoute Lissagaray.



Versailles poursuit son pelonnage d'artillerie. Mais les tirs se rapprochent : une intense préparation à un assaut de la ville.

La Commune de son côté intensifie ses tirs contre les lignards et lance un appel aux citoyens pour le renforcement des barricades.

DANS NOTRE COURRIER

«Ils étaient surpris que le Quotidien parle de ces problèmes»

Voici les remarques que j'ai eues en faisant lire le journal.

Quelques lecteurs du QdP de Saumur, m'ont signalé par rapport aux articles du «docteur QdP», et «le temps qu'on nous vole» que c'était très bien dans la mesure où le QdP devenait un journal capable de répondre à toutes les questions sans qu'on ait besoin d'un autre support (quotidien ou autre) d'information, et aussi, ils

étaient surpris que le QdP parle de ces problèmes.

D'autres camarades feraient les critiques suivantes :

Sur les luttes ouvrières, il apparaît qu'il y a confirmation de l'organe central dans la mesure où le QdP dégage par les luttes ouvrières le point de vue du Parti et reflète mieux le débat d'idées parmi les travailleurs (Thionville, éboueurs). Les stéréotypes sur les révi-

sionnistes tendent à disparaître et à devenir véritablement des explications politiques.

Le QdP doit engager la discussion sur l'utilisation de la télévision que l'on doit faire. C'est-à-dire non pas donner des recettes pour choisir, car les ouvriers sont capables de choisir leur programme, mais bien plutôt de leur donner les moyens de voir par exemple quelle idéologie passe dans

les films dits de détente (western, feuilleton américain).

Il ne faut pas négliger non plus les films bourgeois tels les «Dossiers de l'Ecran» qui de plus, ont une énorme écoute, car les thèmes de ces films peuvent amener la contradiction avec les conceptions bourgeoises contenues dans ces films, une discussion sur tel ou tel problème avec un point de vue prolétarien.

A propos des pressions US dans le domaine nucléaire

CHERS AMIS

Pour compléter votre dossier sur les pressions exercées par l'impérialisme US en ce qui concerne l'énergie nucléaire, voici une information déjà diffusée par les syndicats CGT et CFDT de l'Institut Laue-Langevin (ILL) et reprise par «l'Electronique industrielle» du 6 mai 77 n° 464.

Elle concerne l'arrêt éventuel du réacteur de recherche de l'ILL en septembre prochain. Sur place les «scientifiques» ne croient pas à un arrêt du réacteur : «*Ce serait trop gros*» disent-ils. C'est possible néanmoins. Cette menace illustre bien la nouvelle politique de l'impérialisme US.

Ceci-dit, il ne faudrait pas oublier que le retraitement des combustibles irradiés pose des problèmes que la lutte des travailleurs de La Hague a mis en évidence : problèmes de sécurité, problèmes techniques non réso-

lus, liés à la manipulation de très grandes quantités de produits hautement radioactifs, provenant de la nouvelle génération de réacteurs PWR.

Dans votre article du mardi 10 mai, il me semble que ce point de vue a été escamoté. Certes, Carter se pose en défenseur de la sécurité et de l'environnement (voir aussi Concorde) pour mettre sous un jour plus attrayant sa politique de domination impérialiste, il n'en reste pas moins qu'il existe un *problème sérieux et réel* de retraitement des combustibles irradiés. Faire l'impasse sur ce point, c'est, me semble-t-il, favoriser la tâche de la bourgeoisie française, qui n'hésitera pas à sacrifier les conditions de vie des masses, si une lutte bien claire n'est pas menée !

Salutations amicales

Un lecteur du Quotidien
Université Paris-Sud

10 millions
pour le
développement
du Quotidien
du Peuple

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom
Prénom
Adresse
.....
Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F
Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois)

Le premier tirage du Manifeste pour le Socialisme étant épuisé, un deuxième tirage de cette première édition est en cours.

TÉLÉPHONEZ



AU
QUOTIDIEN

636.73.76.

manifeste

**pour le
socialisme**

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

PASSEZ VOS COMMANDES (8 F + 2 F frais de port)

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

CINÉMA

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

12^e épisode

Henri questionna, Lucien parla, Henri écouta. L'insolite, l'être en marge l'attirait. La révolte des autres, la misère, une odeur de pauvreté lui étaient de puissants excitants. Appartenant à une famille aisée sans histoires, il faisait ses délices de celles qu'il flairait ailleurs. Mais tout chez lui n'était pas qu'exotisme. Il avait abouti, par le raisonnement et l'analyse, aux mêmes conceptions que celles de son frère. Henri habitait chez ses parents et profitait des avantages de sa condition, mais c'était, dit-il à Lucien, « parce qu'il faut tricher avec cette société que nous voulons détruire, et il est plus efficace et plus habile de la contourner et d'en profiter pour mieux l'abattre ».

Lucien retrouva pour lui l'admiration de jadis. Ils prirent vite l'habitude de se rencontrer quotidiennement. Un soir, Lucien l'introduisit chez nous. Ils s'enfermèrent dans la chambre. Marie-Louise dut désormais passer les soirées dans la cuisine, avec nous. La première fois, la venue d'Henri nous remua. La grand-mère se crut obligée à de grands nettoyages, à des effets de nappe sur la table de la cuisine, où il ne s'arrêterait pas, tandis que Marie-Louise refaisait son maquillage parce qu'il lui disait bonsoir en passant. Nous n'osions parler fort, dans le secret espoir de saisir quelques phrases. Henri paraissait heureux de venir chez nous. Il devait, en montant, humer les senteurs de l'escalier, se griser du décor.

Marie-Louise fut sacrifiée. Habitée à ce que Lucien s'occupait d'elle, lui parlait, la questionnait, lui expliquait, elle se retrouva des soirées entières, des dimanches entiers seule avec Marie qu'elle promenait le long des quais quand il y avait du soleil. Il la laissa au moment où son esprit, engourdi comme un muscle qui n'a jamais travaillé, commençait à se délier. Il avait semé avec acharnement, il s'était obstiné — il n'avait qu'elle —, il s'arrêta brusquement. Je la revois, certains soirs d'été, assise sur le lit, inutile, l'air de réfléchir sans comprendre. Lucien et son ami étaient partis discuter en fumant au bord du fleuve. Il était heureux. Henri l'encourageait à ne rien changer à sa façon de vivre. Et nous avions imaginé que l'ami ferait jouer ses relations! Nous avions déjà vu Lucien casé dans un emploi rentable et sérieux.

Un soir qu'il s'était attardé, Henri demanda à mon frère que je téléphone à sa femme pour excuser son retard.

— Ma sœur n'osera pas entrer dans un café pour téléphoner. Je crois même qu'elle n'a jamais téléphoné.

Henri me regarda. C'était vrai. A qui aurais-je téléphoné? Nous n'avions pas d'amis. Quand nous désirions un renseignement, nous nous dérangions pour l'obtenir. S'il nous fallait le docteur, nous passions chez lui, il habitait tout près. Une grande tristesse coula en moi. Une année aussi, la grand-mère, à qui je montrais deux cartes reçues pour le Jour de l'An, s'était extasiée: Oh des cartes! C'était un tel événement. Provinciaux minables. Isolés, gauches, pauvres de la pauvreté qui se cache. J'aimais mon frère en de pareils moments pour ce qu'il en souffrirait un jour, pour ce qu'il en avait déjà souffert; je l'aimais aussi parce que j'avais peur de la vie sans lui, seul pont entre le monde des autres et nous.

(à suivre)

Le film qui représente la France au Festival de Cannes

«LA COMMUNION SOLENNELLE»

● Un mélo éclaté

La saison des communions solennelles est revenue et il se pourrait bien qu'on en parle beaucoup à Cannes pendant le festival. Le film de René Féret «La communion solennelle» a en effet été sélectionné pour représenter la France à cette manifestation. Il semble faire l'unanimité à droite comme à gauche. L'auteur serait, paraît-il, proche d'un parti de gauche et la gauche est enthousiasmée par «la réalité charnelle du peuple français, ouvriers et paysans et tout-petits-bourgeois» (J.L. Bory), qui nous serait donnée à voir dans «La Communion Solennelle».

Populo, c'est le mot, c'est-à-dire le peuple comme le veulent les idéologues, artistes petits-bourgeois.

Le temps d'un repas de communion solennelle dans le Nord, souvenirs et photos de famille défilent, la conversation saute d'un souvenir à l'autre, il y a des espaces vides entre les photos. Étrangers à ces familles, nous essayons de reconstituer le puzzle de souvenirs. Tant bien que mal on arrive à suivre l'itinéraire des Dauchy-Gravet. Paysans, chevillards, mineurs... leurs racines plongent à la fois dans la classe ouvrière, dans la paysannerie et dans la petite bourgeoisie commerçante. Ne sont-ce pas là les racines de la plupart des familles populaires?

Le résultat est bâtarde, ni ouvriers, ni paysans, une médiocrité, des ouvriers qui essaient de devenir petits-bourgeois, des paysans et des commerçants qui veulent s'enrichir. En près de 100 ans de souvenirs, malgré un arrière-plan, discrètement présent: les guerres et la crise, les petits drames,



amours, mais on n'échappe pas à la vie qui tourne, c'est la vie qui tourne, comme on dit. Sans implicite lourdement souligné par une symbolique appuyée: le manège au fond de la cour. À travers tourmentes, petits et grands fracas, des familles se lient ou se déchirent, des amours se font et se défont en mariages. Qu'on soit ouvrier, paysan ou bistrôlier, on aspire bien évidemment à gagner plus, à paraître plus et parfois à d'autres horizons et d'autres amours, mais on échappe pas à ses origines familiales! Père et fils, frères entre eux, se déchireront toujours, les femmes condamnées à être violentées ou bafouées, rarement et si brièvement aimées.

Lorsque Raoul, le bâtard

conduit à la victoire une grève de mineurs de huit semaines, sa détermination le cède sans résistance à une promotion comme chef porion. Contrairement à bien des films, Féret, et c'est bien là son originalité, met en scène des gens du peuple, très nettement définis socialement, des travailleurs marqués par leur statut social, bousculés par les grands événements politiques et sociaux. La terre, la mine, la guerre sont présentes, mais seulement comme arrière-plan, comme pour souligner qu'elles ne changent fondamentalement rien à l'existence, si ce n'est le costume. Négation de l'histoire, mépris du peuple, l'écran est plein de cette médiocrité, ce film est tout cela à la fois.

Faut-il ajouter que l'image

frappe souvent, indispose même par son inutile laid, et l'on se souvient avec regret de Renoir et de son déjeuner sur l'herbe. Ouvriers et paysans n'ont aucune consistance, les mineurs du début du siècle n'ont de réel que leur accoutrement qu'ils portent comme un déguisement. Enfin, la lourdeur du propos se mesure au recours répété à des références symboliques ou à un second discours relayant le premier niveau déficient: fille vendue comme une vache, combat de coqs et de frères, manège et point d'orgue digne du film, l'arbre enguirlandé, battu par la pluie d'orage, symbole conventionnel de la destinée familiale.

S. LIVET

Programme télé

MARDI 17 MAI

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Bonsoir chef. Feuilleton
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte!
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Histoire de l'aviation. L'Atlantique
21 h 30 - La réforme et l'éducation nationale
22 h 55 - TF 1 actualités

A 2

19 h 35 - Astronut
19 h 45 - Flash information

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran: Et pourtant ils sont Français! Les harkis
23 h 30 - Les nouvelles

FR 3

18 h 45 - Le lièvre et la tortue
18 h 50 - Jardinage aux quatre saisons
19 h 05 - Caractères
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre. La jeune chambre économique
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Les chevaliers de la table ronde. Film américain (aventure) de Richard Thorpe
22 h 20 - FR 3 actualités

A PROPOS DU LIVRE :
«DEUXIÈME RETOUR
DE CHINE»

«LA CHINE EN QUESTION?» DES TEMOINS REPONDENT

Avec la disparition de Mao Tsé-toung et les questions qui se sont alors posées sur la continuation de la révolution en Chine, beaucoup ont cru trouver le moment favorable pour remettre en cause le caractère socialiste même de la société chinoise et les acquis de près de trente années d'édification du socialisme. Comme si, du vivant de Mao Tsé-toung, ils n'avaient osé attaquer son prestige de dirigeant communiste, se contentant de formuler des doutes ou des inquiétudes sur certains aspects de l'évolution de la société chinoise.

Le phénomène n'a pas seulement touché, en France, ceux des secteurs de la grande presse, qui jusqu'alors, se refusaient en général à prendre pour argent comptant les fabricants professionnels de calomnies anti-communistes.

En France, ce phénomène a eu la particularité de converger avec l'évolution politique propre de certains milieux, qui, aux alentours de mai 68, avaient pris eux-mêmes pour référence l'expérience chinoise et la Révolution Culturelle et continué de s'en réclamer pendant plusieurs années, ou se

présentaient du moins comme des amis de la Chine.

Ce genre de volte-face constitue, dans l'immédiat, une attaque plus sournoise, plus venimeuse, parce qu'apparemment plus crédible que les anciennes, contre la réalité socialiste de la Chine Populaire. En effet, ce courant développe le thème : «J'ai cru en la Chine socialiste, j'y suis allé, et même retourné; maintenant, je sais que c'est tout le contraire de ce que j'avais cru».

C'est sans doute le livre récent de C. et J. Broyelle et E. Tschirhart, intitulé «Deuxième retour de Chine» qui est le plus représentatif de ce courant.

L'un de ses auteurs, en effet, C. Broyelle s'était fait connaître, après un voyage d'étude en Chine, par un livre «La Moitié du Ciel» en 1973, qui débordait d'éloges et d'enthousiasme pour les «nouveaux rapports sociaux», la nouvelle organisation de la vie en Chine. Or après un séjour d'un peu plus de douze mois, qui a pris fin en janvier 75, elle déclare : «Pur échafaudage de ma part, qu'un minimum de connaissance de la vie en Chine fait s'effondrer comme château de cartes». (P. 17)

font la particularité et l'apparente nouveauté.

Du point de vue de la démarche, l'outrance même des propos, la plupart du temps crispés et ricanants, met assez vite en évidence la très grande fragilité du témoignage.

Du fait d'abord, du poste d'observation très particulier et très restreint où se cantonnent les auteurs. Par force, disent-ils, puisqu'après avoir «assailli les autorités responsables», ils n'auraient pu obtenir la possibilité de visites et enquêtes. Ce domaine restreint, seule base de leur «enquête», c'est la «cité des étrangers» à Pékin, l'Institut des Langues Etrangères, les

tous les témoignages, citations portent la marque de ce flou nécessaire à leur interprétation, à leur distorsion. Témoignages (très vagues) de seconde main ou éléments de compilation prolifèrent sur le terrain des aigreurs d'une sorte de psychose de l'enfermement.

L'image ainsi fabriquée de la société chinoise, c'est donc celle d'une gigantesque prison. Elle reprend comme instinctivement cette vieille idée théorisée par des penseurs bourgeois dès avant la Seconde Guerre : socialisme et fascisme ne seraient que deux formes différentes d'un même système politique : le totalitarisme. La dictature du prolétariat ne serait en fait que la dictature sur le prolétariat et les masses populaires, d'une classe dominante bourgeoise : le Parti, en bloc.

Cette conversion, très spectaculaire, ici, aux schémas anti-communistes les plus anciens et les plus frustes, de soixante-huitards qui se sont réclamés, tout un temps, de l'expérience chinoise et même du marxisme-léninisme, est significative : elle souligne que s'opère un tri et que tout un courant de 1968, en se réclamant de la Chine socialiste, n'avait fait que trouver là le moyen commode de projeter, dans une société imaginaire, des aspirations étrangères au socialisme et de dissimuler, derrière une référence à une Chine encore mal connue, mais élargissant son influence, une position fondamentalement hostile à la perspective, en France, de la dictature du prolétariat.

Ce n'est pas un hasard si c'est au moment où, en France, le développement de la crise renforce l'exigence de préciser la perspective socialiste, que ce courant se hâte de brûler ce qu'il avait prétendu adorer.

Dès 1971, l'un des auteurs du livre avait d'ailleurs une vision bien particulière : (P. 16) «Une Chine exempte de contradictions» mais une Chine «où la gauche était minoritaire». C'est déjà une contradiction majeure. De plus, sa démarche avait consisté «à évacuer de son récit tout ce qui gênait et aurait rendu précaire l'équilibre de cette gauche reconstruite». Qu'était donc cette «gauche», sinon une conception a priori, préfabriquée, complètement subjective de ce que devait être le socialisme pour l'auteur ?

Rien d'étonnant qu'on retombe, cette fois-ci, par un retour de balancier, dans un a priori inverse : on a changé de lunettes,



La population de Pékin, campant dans les rues, par mesure de précaution, lors du très violent séisme dans la région de Tang Shan, le 28 juillet

et on ne voit plus, en Chine, que de la droite, du révisionnisme, du fascisme.

Pour notre part, nous avons toujours pour démarche, de fonder notre jugement, en marxistes, à partir de l'examen des faits, et non pas à partir de désirs et d'humeurs subjectifs.

C'est pourquoi nous engageons le débat à partir des faits : ce qui est dit dans cet ouvrage, «Deuxième retour de Chine», ce qui est allégué, est-il vrai, est-il faux, est-ce partiel, déformé, ou non ? Voilà ce qui nous intéresse. Et nous avons commencé par interroger là-dessus des personnes, qui, sans qu'elles partagent pour autant toutes nos positions politiques, ont pour point commun de s'intéresser à la Chine et d'en avoir acquis une connaissance pour une bonne part, directe : Hélène Marchisio, dont la connaissance concrète de la Chine ne peut être contestée par personne, Alain Bouc, ancien correspondant du «Monde» à Pékin pendant trois ans, des camarades qui ont effectué, dans la même période, le même travail que les auteurs du livre et en ont tiré des conclusions tout à fait différentes, comme d'autres encore que nous avons sollicités et que nous remercions ici d'avoir répondu à nos questions.

Après tout, l'enjeu n'est pas mince : il concerne la démarche-même d'investigation de la réalité, de la validité des leçons qui peuvent être tirées, pour notre pays, de l'expérience de la révolution chinoise et du Parti Communiste Chinois.

G.F.
(à suivre)



Un cours donné par un paysan. La jeunesse apprend largement auprès des masses ouvrières et paysannes.

Soyons clairs : nous n'entendons pas nous en prendre aux auteurs, en tant qu'individus — ce qui, du reste, n'aurait aucun intérêt — mais critiquer leur démarche et contester, faits à l'appui, l'image de la société chinoise qu'ils ont fabriquée. Si nous centrons le débat que nous engageons dans le «Quotidien» autour de ce livre, c'est pour riposter à un courant, à un nouvel avatar de l'anti-communisme et le dépouiller des oripeaux marxistes qui en

«Editions en Langues Etrangères», où ils étaient correcteurs à «Pékin-Information». Point de vue partiel sur la réalité chinoise, donc.

Mais, à partir de là, par un renversement étonnant, ils érigent le microcosme où ils s'enferment, en miroir de toute la société chinoise : «Le terrain que justement on nous permettait d'arpenter à l'intérieur de ce périmètre, c'était cela aussi la vraie Chine». Du coup, toutes les informations,